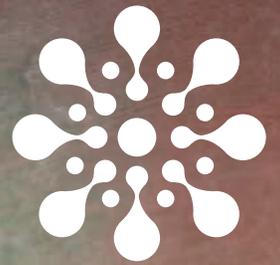


ACCÉLÉRER LES PROMESSES



Rapport sur le sommet
de nairobi sur la
CIPD25





Auteurs : Jennifer Butler, Arthur Erken, Isaac Hurskin, Gretchen Luchsinger (rédactrice), Douglas Passanisi, Ragaa Said et Pio Smith

Avec la participation de : Soyol Bayaraa, Teresa Buerkle, Mariarosa Cutillo, Nafissatou Diop, Ann Erb Leoncavello, Usen Esiet, De Jane Gibbons, Jennie Greaney, Benoit Kalasa, Richard Kolledge, Aneka Knutsson, Mona Moustafa, Mandira Paul, Klaus Simoni Pederson, Rachel Snow, Lily Tong et Farah Usmani

Conception : Prographics, Inc.

Illustration originale pour l'affiche du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 : © Erin K. Robinson

Toutes les photos : © UNFPA



ACCÉLÉRER LES PROMESSES

	Avant-propos	2
I	En route vers Nairobi	4
II	Réalisation de nos promesses.....	12
III	Engagés en faveur du changement, responsables des progrès réalisés	36
IV	Une voix pour chacun.....	42
V	Appel mondial à l'action.....	48
	Annexe 1 : Déclaration de Nairobi sur la CIPD25 : Accélérer les promesses.....	54

AVANT-PROPOS

En 2019, toutes les routes ont convergé vers Nairobi.

Des milliers de personnes se sont réunies avec enthousiasme à l'occasion du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 : Accélérer les promesses. Des centaines de milliers de personnes du monde entier ont manifesté leur solidarité, renouvelant leur engagement en faveur de l'extraordinaire vision du Programme d'action présenté lors de la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994 : la vision d'une égalité absolue pour les femmes et les filles, et du respect de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction pour tous.

La communauté internationale s'est réunie à Nairobi, convaincue que les progrès accomplis ne suffisent pas et que nous devons accélérer les promesses faites au Caire aux filles et aux femmes, aux garçons et aux hommes, à chaque individu. La réalisation des objectifs de développement durable en dépend.

Le renforcement de nos sociétés, la croissance de nos économies et la lutte contre le changement climatique impliquent que les femmes et les filles prennent le contrôle de leur corps, de leurs choix et de leur avenir. Lorsque chaque femme et chaque fille vivra dans une égalité absolue, avec dignité et respect, nous pourrons mettre un terme à la pauvreté et à la faim, améliorer la santé et le bien-être de chacun, garantir une éducation de qualité, et atteindre la paix et la prospérité pour tous.

Le message urgent qui se dégage du Sommet de Nairobi est le suivant : la communauté internationale ne peut pas (et ne doit pas) attendre 25 années de plus. L'UNFPA et les gouvernements du Kenya et du Danemark ont coorganisé le Sommet en ayant à l'esprit ce

sentiment d'urgence. Nous nous félicitons du leadership qui existe à tous les niveaux (des présidents aux simples citoyens, des réfugiés aux membres des familles royales, des jeunes militants aux chefs d'entreprises) en vue de garantir le respect de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction pour tous.

Des leaders nationaux, des communautés et des organisations issues de 163 États membres des Nations Unies ont participé avec détermination et espoir. Ensemble, nous avons élaboré la Déclaration de Nairobi et les engagements correspondants, non pas dans le but de négocier de nouveaux documents ou un nouveau vocabulaire, mais pour faire respecter les accords existants, remédier aux déficits de ressources, définir des échéances réalisables, et partager et apprendre les uns des autres.

Des partenaires du secteur privé, de la société civile, du milieu universitaire et des organisations confessionnelles ont apporté des idées nouvelles et des ressources supplémentaires pour faire des droits et des choix une réalité pour tous. Les personnes handicapées, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et issues de la diversité sexuelle se sont mobilisés en nombre, prenant l'initiative, luttant contre les idées reçues, insufflant des idées nouvelles et faisant progresser le programme.

Après avoir donné l'impulsion au Caire, les féministes ont apporté leur énergie et leur passion à Nairobi. Les jeunes ont unifié leur voix, déclarant leur intention de propulser le mouvement pour la santé sexuelle et reproductive dans une nouvelle ère, permettant à chaque fille d'accomplir ses rêves.

Au final, le Sommet de Nairobi s'est focalisé sur des mesures concrètes, et non sur de simples belles paroles. Nous nous sommes engagés à mener des actions et à obtenir des résultats pour les femmes et les filles au cours des 10 années à venir. La santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction sont des droits fondamentaux, qu'il incombe à chacun de protéger et de défendre.

Espérons que d'ici quelques années, on considèrera que le Sommet de Nairobi sur la CIPD25 a permis d'accélérer les mesures nécessaires pour assurer les droits et les choix en matière de sexualité et de reproduction pour tous. Faisons savoir que nous avons fait notre travail, que nous avons tenu nos promesses et que nous avons rempli les engagements du Programme d'action de la CIPD et des objectifs de développement durable.

Le chemin est encore long. Notre objectif ultime : le respect absolu des droits et des choix de chacun, partout dans le monde.

Natalia Kanem

*Secrétaire générale adjointe des Nations Unies
et Directrice exécutive de l'UNFPA
(Fonds des Nations Unies pour la population)*

The Nairobi Summit on
ICPD25



I : En route vers Nairobi

DE NOMBREUSES VOIX UNIES POUR DEFENDRE LES DROITS ET LES CHOIX

Il n'y a pas de retour en arrière possible sur les questions de la santé, des droits et des choix en matière de sexualité et de reproduction pour tous. Les progrès doivent se poursuivre et s'accélérer, les choix liés au corps et à la fécondité étant des droits fondamentaux.

Il y a 25 ans, la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement (CIPD) qui s'est tenue au Caire, en Égypte, a marqué un tournant historique. La communauté internationale a promis que chaque femme et chaque fille bénéficierait d'un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive. C'est le cas aujourd'hui comme jamais auparavant. Pourtant, des millions de femmes et de filles meurent encore des suites de leur grossesse, n'ont toujours pas accès à la contraception, sont encore mariées durant l'enfance, et sont encore mutilées et violées. La liste des promesses non tenues reste longue.

Nous savons que nous devons intensifier nos actions, nos engagements et nos investissements pour accélérer le changement. Mais comment faire ? Telle est la question à laquelle le Sommet de Nairobi marquant le 25^e anniversaire de la CIPD a tenté de répondre. Organisé conjointement par les gouvernements du Danemark et du Kenya et par l'UNFPA, ce Sommet s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 12 au 14 novembre 2019 avec la volonté affichée d'« accélérer les promesses ».

Ce Sommet est l'aboutissement d'une année passée à remobiliser les acteurs partout dans le monde. Il a réuni 8 300 personnes issues de 172 pays et territoires, et suscité plus de 1 250 engagements à l'action. Tous ont parlé d'une seule voix pour s'opposer à des décennies de recul dans les domaines de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction, et de l'égalité des femmes et des filles.

Le Sommet a été la première réunion mondiale de grande envergure annonçant la Décennie d'action des Nations Unies pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), ouvrant la voie au 25^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995. À ce titre, le Sommet a placé la barre haut et a donné l'impulsion à une nouvelle approche de l'action multilatérale. Dans la mesure où il s'agissait d'un exercice totalement volontaire, les gouvernements et autres acteurs présents tenaient réellement à exprimer leur engagement en faveur de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction. Cette approche a grandement contribué à inciter un large éventail d'institutions et d'individus du monde entier à revendiquer un avenir meilleur, dans lequel les promesses sont tenues et non pas contestées.





En amont du Sommet de Nairobi, l'UNFPA a lancé la campagne #IMarchFor sur les réseaux sociaux, qui a mobilisé 30 000 personnes et 15 millions d'abonnés appelant les leaders mondiaux à réaliser les promesses de la CIPD. L'un des moments forts de l'ouverture du Sommet est la diffusion d'une vidéo montrant des jeunes filles au visage peint en train de lire les 12 engagements mondiaux de la Déclaration de Nairobi.

LÀ OÙ TOUT A COMMENCÉ

Les gouvernements du Danemark et du Kenya ont accepté d'organiser le Sommet de Nairobi conjointement avec l'UNFPA. En tant que coorganisateur, ces deux gouvernements ont apporté un certain équilibre géopolitique, une expérience considérable liée à la négociation des ODD et une forte volonté politique. Le Danemark est également devenu le principal donateur du Sommet.

En avril 2019, lors de la Commission de la population et du développement, les États membres des Nations Unies ont adopté une déclaration politique demandant « la mise en œuvre pleine et entière, effective et accélérée du Programme d'action de la CIPD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Cette déclaration a généré l'élan politique nécessaire pour que les gouvernements et tous les autres partenaires pertinents se réunissent afin de commémorer l'adoption du Programme d'action de la CIPD et de célébrer les progrès accomplis dans la réalisation des droits et des choix pour tous.

Ce processus devrait susciter une impulsion politique et financière, et permettre d'établir et de renforcer les partenariats afin d'accomplir les tâches inachevées du Programme d'action de la CIPD, notamment dans le cadre du Programme 2030 et des 17 ODD qui lui sont associés. Cinq thèmes ayant une pertinence mondiale se sont rapidement imposés, notamment : l'accès universel aux services de santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, le financement des programmes relatifs à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, la diversité démographique, l'éradication de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes, ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire. Le processus préparatoire a également permis d'identifier cinq autres problématiques conditionnant les progrès dans l'ensemble des thèmes : l'égalité des sexes, le leadership des jeunes, le leadership politique et communautaire, l'innovation et les données, et les partenariats.

TROIS OBJECTIFS

Le Sommet de Nairobi s'articulait autour de trois objectifs, visant à générer une nouvelle impulsion en vue de la réalisation pleine et entière de la CIPD et des ODD d'ici 2030 :

1. la réaffirmation politique du Programme d'action de la CIPD, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD ;
2. une mobilisation politique et financière afin d'accomplir les tâches inachevées du Programme d'action de la CIPD ;
3. la redynamisation et l'élargissement de la communauté de personnes nécessaire pour faire progresser le Programme d'action de la CIPD sur tous les fronts.



UNE VOLONTÉ D'ENGAGEMENT

Les coorganisateur tenaient à ce que le Sommet favorise l'émergence de nouvelles façons de penser, de nouveaux acteurs et de nouvelles démarches. Ils l'ont rapidement défini comme une plateforme permettant aux gouvernements, aux organisations internationales et régionales ainsi qu'à tous les secteurs de la société civile de prendre des engagements publics concrets, en veillant à ne laisser personne de côté. Des engagements politiques, programmatiques et financiers ambitieux mettraient en avant les qualités de leadership, justifieraient un renforcement des investissements et favoriseraient la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction pour tous.

Pour que les engagements soient pertinents, constructifs et aussi conformes que possible aux objectifs mondiaux partagés, un Comité directeur international a contribué à l'élaboration d'un cadre général. Ce processus s'est appuyé sur six mois de consultations avec les États membres des Nations Unies, des organisations de la société civile, des réseaux de jeunes, des personnes en situation de handicap, des communautés confessionnelles, le secteur privé, des fondations, des universités et d'autres acteurs. Ensemble, ils ont défini l'ampleur du travail restant à accomplir en lien avec la CIPD et ont identifié les domaines dans lesquels les progrès étaient les plus urgents.

C'est ainsi que la « Déclaration de Nairobi sur la CIPD25 - Accélérer les promesses » a vu le jour. Centrée sur les cinq thèmes du Sommet, elle contient 12 engagements mondiaux qui ont servi de point de départ à tous les autres engagements pris lors du Sommet.



Conçue pour améliorer la situation des femmes et des filles, de leurs familles et de la société dans son ensemble, la Déclaration reflète les liens inextricables entre l'autonomisation des femmes et des filles, la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction, et le développement durable.

Les 12 engagements mondiaux mettent en avant trois zéros : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale et zéro violence basée sur le genre ou pratique néfaste. Ils mettent l'accent sur des problématiques urgentes comme l'augmentation des financements nationaux et internationaux, la participation des jeunes à toutes les décisions les concernant, la mise à disposition de données ventilées de qualité, et la nécessité de s'assurer que les informations et les services en matière de sexualité et de reproduction atteignent les populations en crise. En tant qu'instrument non contraignant, la Déclaration permet globalement aux différents pays et autres acteurs de s'attaquer aux problèmes qui leur semblent les plus importants, y compris à de nouveaux impératifs survenus depuis la CIPD, notamment l'objectif global en vue d'une couverture sanitaire universelle.

INCLUSION PLEINE ET ENTIÈRE

Nul n'a payé plus chèrement les promesses non tenues que les femmes et les jeunes. Leur voix n'est que trop rarement entendue. Leurs problèmes sont ignorés, et ils sont privés de leurs droits et de leurs choix.

Les organisateurs du Sommet ont décidé qu'il était temps de mettre fin à cette discrimination et cette exclusion, et de viser une inclusion pleine

et entière. Il s'agissait de s'assurer explicitement que chaque aspect du Sommet et du processus de préparation reflète la diversité humaine.

Lors du Sommet, les leaders communautaires et les ministres nationaux étaient assis côte à côte. Les jeunes militants dialoguaient avec des chefs d'entreprises multinationales. Les femmes autochtones échangeaient avec des universitaires. Les débats n'étaient pas entravés par des postures politiques, liées au genre ou à l'âge, mais reposaient sur des échanges ouverts à propos d'un large éventail d'expériences et d'idées. Les discussions étaient ainsi beaucoup plus riches, et les engagements plus forts. Un format hautement interactif, imaginé par le Comité international du programme, a laissé suffisamment d'espace pour que les divers participants puissent réfléchir ensemble aux possibilités, aux défis et aux mesures collectives.

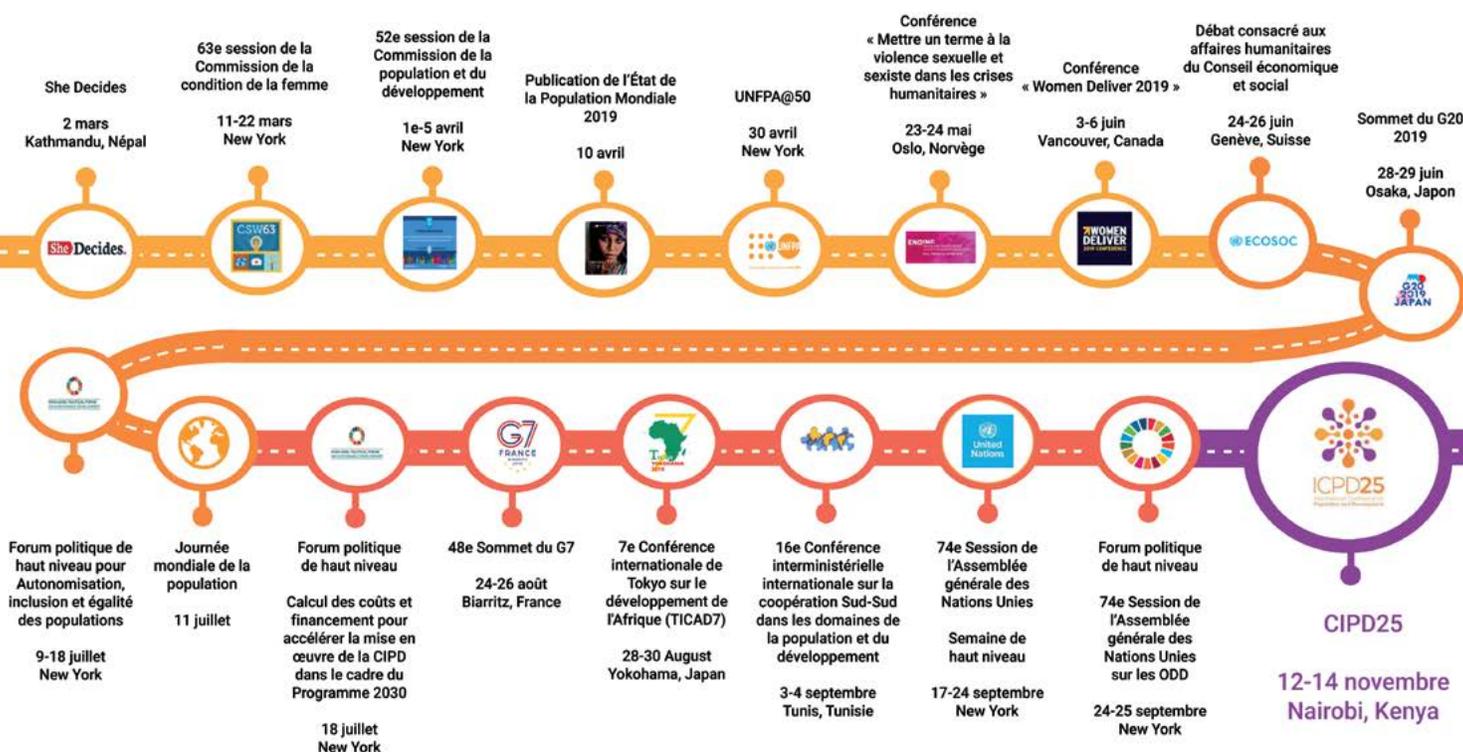
Une vaste coalition a ainsi vu le jour, regroupant des acteurs informés, engagés, courageux et audacieux. Chacun de ses membres sait que les enjeux sont de taille, mais aussi que les solutions sont à portée de main.

TOUS EN ROUTE VERS NAIROBI

Dans le cadre des travaux préparatoires menés l'année précédant le Sommet, une feuille de route mondiale a identifié les grands événements mondiaux susceptibles de susciter une impulsion politique en faveur des objectifs du Sommet et de relancer le mouvement afin d'accomplir les tâches inachevées de la CIPD. Il en a résulté une réflexion mondiale, d'une portée et d'une ampleur sans précédent, sur les progrès accomplis, les laissés-pour-compte, les problèmes et les engagements à examiner à Nairobi et la façon de maintenir la mobilisation, les partenariats et les engagements jusqu'en 2030 et tout au long de la Décennie d'action, pour tous les citoyens, qu'ils soient ou non présents à Nairobi.

Des discussions sur le Sommet ont été menées lors de la Commission de la population et du développement, du Forum politique de haut niveau pour le développement durable et de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que lors des sommets du Groupe des Sept (G7) et du Groupe des Vingt (G20), et lors de grandes réunions internationales sur l'action humanitaire, la coopération Sud-Sud et d'autres thématiques. Les feuilles de route régionales ont grandement contribué à un regain d'intérêt. Des processus et des consultations multipartites ont été lancés dans quasiment tous les pays afin d'identifier les éléments en suspens et de formuler des engagements nationaux concrets.

EN ROUTE VERS NAIROBI



LES JEUNES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ROUTE VERS NAIROBI

Les jeunes et la société civile se sont mobilisés autour du Sommet de Nairobi tout au long de l'année 2019, du niveau local au niveau mondial. Ils ont discuté des progrès accomplis depuis la CIPD, des défis et des possibilités à venir, contribuant directement à la planification et aux résultats du Sommet. Les travaux menés en amont ont permis à beaucoup de se préparer à assumer de nouvelles responsabilités jusqu'en 2030 et au-delà.

Plus de 80 organisations partenaires de jeunes et au service des jeunes ont contribué à l'élaboration du programme du Sommet et des engagements mondiaux, régionaux, nationaux et locaux. La société civile dans son ensemble a considéré le Sommet comme une occasion de remobiliser le mouvement lancé lors de la CIPD, de renforcer les engagements en faveur des droits et des choix pour tous et d'élargir les coalitions à d'autres partenaires et parties prenantes. Conscients de l'influence et de l'importance de la Conférence du Caire, ces acteurs souhaitaient participer au Sommet de Nairobi.

Le processus de préparation du Sommet a permis la participation active de militants de différentes générations, œuvrant dans différents domaines. Il a accéléré la collaboration et l'action, et renforcé la pertinence actuelle du Programme d'action de la CIPD. Mais les jeunes et les organisations non gouvernementales ont surtout joué un rôle crucial dans le Comité directeur international et le Comité international du programme.

Une bourse de l'UNFPA a permis à Emy Hetari, âgée de 29 ans, de venir au Sommet depuis le Yémen, accompagnée de sa mère. Elle a chanté une chanson sur le cauchemar humanitaire que vivent les adolescentes.



BOURSES EN FAVEUR DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Dès le départ, des efforts ont été déployés pour que les populations issues des communautés minoritaires participent en nombre, contribuant aux discussions avec leurs points de vue variés et leurs expériences vécues. L'UNFPA et ses partenaires ont fourni des bourses à plus de 2 000 jeunes, femmes issues d'organisations locales, chefs coutumiers, personnes LGBTQI, personnes vivant avec le VIH, personnes en situation de handicap, personnes d'ascendance africaine, peuples autochtones et organisations communautaires. Des formations, des boîtes à outils, des ateliers et des consultations leur ont permis de se préparer au Sommet de Nairobi, de formuler leurs propres engagements et de tirer pleinement parti de leur participation au Sommet.

La boîte à outil en faveur de la participation des jeunes a aidé ces derniers à faire entendre leur voix.



CAMPAGNE #IMARCHFOR... DITES-NOUS POURQUOI VOUS VOUS MOBILISEZ !

Tout le monde ne s'est pas physiquement déplacé à Nairobi, mais tous ont contribué au Sommet. La campagne #IMarchFor a rassemblé des défenseurs des droits en matière de sexualité et de reproduction, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans le monde entier. Ils ont partagé des messages sur ce que le Sommet de Nairobi représentait pour eux et ont créé un véritable mouvement autour du Sommet.

Des dizaines de milliers de personnes et d'organisations ont participé et le hashtag #IMarchFor a généré près de 30 000 posts, diffusé auprès de plus de 15 millions d'abonnés. Elles se sont mobilisées sur la base de leur engagement personnel en faveur des droits et des choix pour tous, défendant les victimes de mutilations génitales féminines, ainsi que les femmes et les filles touchées par la crise humanitaire. Elles se sont engagées pour l'accès aux produits d'hygiène menstruelle et pour la santé mentale, l'éducation de qualité, la dignité, l'élimination de la violence et de la discrimination, et la réalisation des trois zéros.

QU'EST-CE QUI A CHANGE ? DISCUSSIONS DE LEADERSHIP ÉCLAIRÉ SUR LA CIPD

Une série de discussions mondiales, régionales et nationales en ligne et en personne a posé cette question provocatrice : Qu'est-ce qui a changé ? Ces discussions ont incité des leaders éclairés, des experts et des représentants communautaires à réfléchir aux progrès accomplis depuis la Conférence du Caire et à proposer de nouvelles visions, idées et solutions pour accomplir les tâches inachevées du Programme d'action de la CIPD. Elles ont porté sur les droits des jeunes et des adolescents, les progrès des techniques de reproduction, la planification familiale, la baisse de la fécondité, les phénomènes démographiques comme le vieillissement de la population, la santé et les droits des personnes handicapées en matière de sexualité et de reproduction, et bien d'autres préoccupations essentielles.

La première discussion sur les changements a permis à des leaders éclairés de débattre des prochaines étapes en vue de la réalisation du Programme d'action de la CIPD.



En Afghanistan, une jeune femme a énoncé ses priorités dans le cadre de la campagne #IMarchFor.





Les gouvernements du Danemark et du Kenya, ainsi que l'UNFPA (coorganisateur du Sommet), et les partenaires se sont félicités d'une série d'échanges animés lors de l'événement parallèle de haut niveau « Join us on the Road to Nairobi » organisé dans le cadre de la 74^e Assemblée générale des Nations Unies.

PORTÉE MONDIALE DES PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS

Un éventail exceptionnellement large de partenaires publics et privés a joué un rôle indéniable en amont du Sommet, rejoignant des alliances et des partenariats interrégionaux pour faire progresser les trois zéros et proposer des solutions innovantes aux goulets d'étranglement. Un exercice d'évaluation des coûts mené par l'UNFPA a fourni les outils techniques et financiers nécessaires pour permettre la mise à l'échelle du programme sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction.

Le gouvernement du Danemark a fourni l'essentiel des ressources financières nécessaires. Les gouvernements d'Allemagne, d'Australie, du Canada, de Finlande, d'Irlande, d'Islande, d'Italie, du Luxembourg, de Norvège, des Pays-Bas, de la République de Corée, de Suède et de Suisse ont également apporté leur soutien financier. Le Kenya a fourni un important soutien matériel. Des partenaires du secteur privé, notamment Bayer, la Fondation Ford, Global Citizen, Kenya Airways, Special Olympics, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et l'Alliance africaine universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, ont également apporté leur soutien en formulant des engagements financiers et/ou en fournissant des contributions en nature.



Lorsque le Sommet a enfin débuté, la délégation du Burundi a impressionné les autres participants en arrivant dans des vêtements estampillés du logo de la CIPD.

II : Réalisation de nos promesses

PREPARER L'AVENIR DES MAINTENANT

Le Sommet de Nairobi a débuté par une cérémonie d'ouverture au cours de laquelle plus de 8 300 participants ont voyagé entre Le Caire, Nairobi, le monde de 2030 et la réalisation des ODD. La cérémonie a présenté une vision tournée vers l'avenir, s'appuyant sur les engagements pour enfin mener à terme tous les aspects du Programme d'action de la CIPD.

Les invités ont pris place dans le grand hall du Centre international de conférence Kenyatta, au son inspirant d'artistes du monde entier, notamment de danseurs traditionnels Kiribati, du réseau régional de jeunes africains et de la célèbre chanteuse Kaliya, originaire du Kazakhstan. Le lancement officiel de la cérémonie s'est déroulé au rythme des percussionnistes du bidonville de Kibera, suivi par un montage vidéo sur la campagne #IMarchFor, décrivant la route vers Nairobi. L'un des moments marquants a été le *flash mob* organisé par des adolescentes pour présenter les 12 engagements mondiaux de la Déclaration de Nairobi et demander aux participants de réaliser les promesses de la CIPD, car leur avenir en dépend.

Le Sommet a été officiellement ouvert par les trois coorganisateur : les gouvernements du Danemark et du Kenya, ainsi que l'UNFPA. Les discours d'ouverture ont été prononcés par Son Excellence Uhuru Kenyatta, président du Kenya ; Rasmus Prehn, ministre danois de la Coopération pour le développement ; Son Altesse Royale la princesse héritière Mary de Danemark ; Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies ; et Mme Natalia Kanem, Directrice exécutive de l'UNFPA.

Les percussionnistes du bidonville de Kibera ont rythmé l'ouverture du Sommet.



Lors de la cérémonie d'ouverture, des adolescentes soutenant les engagements de la Déclaration de Nairobi ont chanté « Roar » de Katy Perry, un cri de ralliement pour les droits et le leadership des filles à l'échelle mondiale.



Les coorganisateur ont officiellement ouvert le Sommet, notamment (de gauche à droite) Son Altesse Royale la princesse héritière Mary de Danemark, marraine de l'UNFPA ; Rasmus Prehn, ministre danois de la Coopération pour le développement ; Son Excellence Uhuru Kenyatta, président de la République du Kenya ; Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies ; et Mme Natalia Kanem, Directrice exécutive de l'UNFPA.

« Les femmes sont la colonne vertébrale des familles, et forment en réalité les fondements de la nation... L'autonomisation des femmes favorise l'autonomie des familles, de la société, des nations et du monde dans son ensemble. »

— Son Excellence Uhuru Kenyatta, président de la République du Kenya

« Les objectifs de développement durable ne peuvent pas être atteints (et ne le seront pas) avant que les femmes, les filles et les jeunes prennent le contrôle de leur corps et de leur vie, et vivent à l'abri de la peur et de la violence. »

— Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies

« Les femmes et les filles doivent pouvoir disposer librement de leur corps et la réalisation de l'ODD 5 est indispensable à la réalisation des autres ODD... Nous serons là en 2030 uniquement si nous pouvons célébrer l'accomplissement des tâches inachevées... Mobilisons-nous et unissons-nous en ce moment de solidarité mondiale pour que les femmes puissent prendre des décisions éclairées. »

— Son Excellence Rasmus Prehn, ministre danois de la Coopération pour le développement

« Il est important de mieux comprendre les structures et les composantes sociales sous-jacentes complexes qui ne respectent pas l'intégrité physique des femmes pour pouvoir combler les lacunes ! »

— Son Altesse royale la princesse héritière Mary de Danemark, marraine de l'UNFPA

« Les droits des femmes et des filles en matière de reproduction ne sont pas négociables, et nous devons les protéger et les défendre ! Nous le ferons, car les objectifs de développement durable en dépendent. Nous le ferons, car nous ne pouvons pas espérer éliminer la pauvreté et atteindre la paix et la prospérité avant que chaque femme et chaque fille puisse vivre dans une égalité absolue, avec dignité et respect. Nous le ferons, car le renforcement de nos sociétés, la croissance de nos économies et surtout la lutte contre le changement climatique impliquent que les femmes et les filles prennent le contrôle de leur corps, de leurs choix et de leur avenir. »

— Mme Natalia Kanem, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive de l'UNFPA

La légende africaine Youssou N'Dour a enthousiasmé le public avec des chants d'espoir et d'ambition renouvelée.



PIONNIÈRES DU CHANGEMENT, D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE

Lors des séances plénières d'ouverture, quatre défenseurs du Programme d'action de la CIPD ont discuté ensemble de l'évolution des droits et des choix pour tous depuis la Conférence du Caire.

La célèbre militante pour les droits des femmes Gita Sen, directrice du Centre Ramalingaswami sur l'équité et les déterminants sociaux de la santé au sein de la Fondation de santé publique de l'Inde, a donné le ton en soulignant que les droits de l'homme jouaient un rôle essentiel pour assurer l'équité et ne laisser personne de côté. Soulignant que les jeunes possèdent une vision complète de leur vie (les mêmes jeunes manifestent pour le climat et se mobilisent pour défendre leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de reproduction), Gita Sen a appelé les femmes présentes au Caire à passer le témoin aux jeunes femmes et aux filles présentes à Nairobi et partout dans le monde.

Melinda Gates, cofondatrice de la Fondation Bill & Melinda Gates, a rappelé que 25 ans plus tôt, la CIPD avait placé les femmes au cœur du programme. Il est désormais temps d'écouter les

jeunes et de laisser la place aux filles. Elle a souligné le pouvoir transformateur du projet FP2020, rappelant que si 53 millions de femmes et de filles supplémentaires ont accès à la contraception par rapport aux niveaux de 2012, une couverture universelle peut être atteinte dans ce domaine.

En tant que porte-parole de la nouvelle génération, Neil Fidelle Lombao, chef de file de l'initiative « She Decides 25x25 » et présidente du Conseil consultatif de la jeunesse des Nations Unies aux Philippines, a présenté une vision d'avenir entièrement fondée sur les droits de l'homme, l'équité, l'égalité et l'action. Mme Lina Abirafeh, Directrice exécutive de l'Institut arabe pour les femmes au sein de l'Université américaine du Liban, a appelé à renforcer le mouvement des droits des femmes et à élargir sa collaboration avec d'autres mouvements, tout en esquissant les mesures à prendre pour que les femmes se sentent en sécurité.



L'économiste Gita Sen (à gauche) et la philanthrope Melinda Gates (à droite) ont souligné la nécessité de travailler avec les jeunes.

« La contraception est l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour donner aux jeunes filles et aux femmes le pouvoir planifier leur famille, et ainsi de planifier leur avenir. »

— Melinda Gates, cofondatrice de la Fondation Bill & Melinda Gates



The Nairobi Summit on
ICPD25

Cinq thèmes. Trois zéros.

De nombreuses vies.

LE PROGRAMME

À la fois vaste et engagé, le programme du Sommet de Nairobi a donné lieu à l'une des rencontres internationales les plus variées à ce jour. Lors de près de 150 séances regroupant plus de 700 intervenants, de multiples voix ont débattu ensemble de la façon de mettre en œuvre les engagements de la CIPD, pour chacun, dans le cadre de notre avenir commun.

Malgré des propositions et des points de vue divers, les objectifs transformateurs étaient les mêmes :

atteindre les trois zéros. Zéro décès maternel évitable. Zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale. Zéro violence basée sur le genre ou pratique néfaste.

Chaque jour, 810 femmes meurent en couches. Plus de 232 millions de femmes souhaitent retarder ou éviter une grossesse, mais ne disposent pas de contraception efficace. Des millions de femmes et de filles subissent des violences innombrables, allant de la violence au sein du couple aux agressions sexuelles, en passant par les mutilations génitales féminines et les traumatismes physiques et psychologies liés au mariage précoce.

Afin d'assurer la mise en œuvre des trois zéros et du Programme d'action de la CIPD dans son ensemble, le Sommet s'est concentré sur les cinq thèmes identifiés comme de puissants accélérateurs de progrès au cours des travaux préparatoires, à savoir : l'accès universel aux services de santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, le financement des programmes relatifs à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, la diversité démographique, l'éradication de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes, ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire.

Les discussions menées lors du Sommet ont mis en évidence l'importance de l'égalité des sexes et du leadership des femmes, du leadership des jeunes, du leadership politique et communautaire, de l'innovation et des données, ainsi que des partenariats, dans l'accélération du changement.

Le programme du Sommet s'articulait autour de séances plénières au cours desquelles des experts débattaient des principales solutions, de leurs effets et de l'analyse des données. Des séances de dialogue ouvert ont encouragé les discussions et les débats parmi les participants, brisant le *statu quo* et faisant progresser le plaidoyer et l'action. Des séances simultanées ont mis l'accent sur les approches communautaires, explorant en détail des solutions spécifiques. La zone interactive Pamoja a permis aux communautés, aux jeunes et aux partenaires de se rapprocher, de partager des innovations et d'explorer des initiatives.

« Nous devons créer un monde dans lequel tous les individus (femmes, jeunes hommes, personnes LGBTI, personnes handicapées) et tous les secteurs marginalisés ont incontestablement le contrôle de leur corps, de leur vie, et de leur avenir. »

— Neil Fidelle Lombao,
chef de file de l'initiative « She Decides 25x25 »

THÈME 1 Accès universel aux services de santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction en vue de la couverture sanitaire universelle

NOUS AVONS FAIT ÉVOLUER LES DISCUSSIONS !

Lors du Sommet de Nairobi, l'engouement pour une discussion de « nouvelle génération » sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction a atteint un niveau record. Le consensus était élevé. Nous devons formuler des exigences plus audacieuses pour garantir l'accès aux services de santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction. Les investissements en faveur de l'accès universel aux soins doivent être renforcés afin de soutenir et de développer les systèmes de santé. Nous devons garantir l'égalité, la qualité, l'accessibilité économique, l'acceptabilité et la responsabilité pour tous.



Fatma Bulic, membre du Centre d'information pour personnes handicapées de Bosnie-Herzégovine, a parlé de mettre fin à la violence basée sur le genre, qui constitue une intervention essentielle en matière de santé sexuelle et reproductive.

« Trop souvent, la stigmatisation et les tabous liés à la sexualité, à la santé menstruelle et à la santé reproductive empêchent les individus et les communautés de parler de questions cruciales pour que les femmes prennent des décisions par rapport à leur propre corps. »

— Folly Bah Thibault,
journaliste et animateur

Les participants des gouvernements, de la société civile et du milieu universitaire ont convenu que le changement transformateur passait par un ensemble d'interventions essentielles et complètes sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction. Indispensable à la mise en œuvre effective du Programme d'action de la CIPD, de la couverture sanitaire universelle et des ODD, ces interventions devront permettre le déploiement progressif des plans nationaux en faveur de la couverture sanitaire universelle.

Dans la plupart des pays, une approche globale de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction est à la fois rentable et abordable. La mobilisation de ressources nationales doit s'intensifier pour pérenniser les progrès accomplis et débloquer des investissements supplémentaires. Les partenariats existants doivent être renforcés et de nouvelles formes de collaboration doivent être établies, notamment avec le secteur public, le secteur privé et de nouveaux partenaires. Ensemble, ces acteurs peuvent œuvrer à l'intégration de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction dans la couverture sanitaire universelle et les programmes de financement et de protection visant à prévenir les difficultés financières. Les services de santé sexuelle et reproductive destinés aux adolescents occupent une place centrale.

« Arrêtons de laisser les jeunes femmes et les filles de côté. Elles meurent parce que nous refusons de parler de l'éducation à la sexualité et de l'avortement médicalisé. »

— **Mamello Makhele**, jeune sage-femme et fondatrice de MobiHope au Lesotho

L'appel à réduire les inégalités a été lancé haut et fort, et il est venu de toutes les directions. Des personnes d'ascendance africaine, des communautés autochtones, des personnes en situation de handicap, de jeunes travailleurs du sexe, des femmes en situation de crise humanitaire, des communautés LGBTQI, des habitants de bidonvilles et des jeunes vivant dans des communautés rurales et isolées ont pu s'exprimer. Pour ne laisser personne de côté, il faut des mesures systématiques centrées sur les individus. L'égalité des sexes, le leadership des jeunes, le leadership politique et communautaire, l'innovation et les données, ainsi que les partenariats stratégiques, peuvent contribuer à accélérer les progrès vers l'accès universel aux services de santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction.

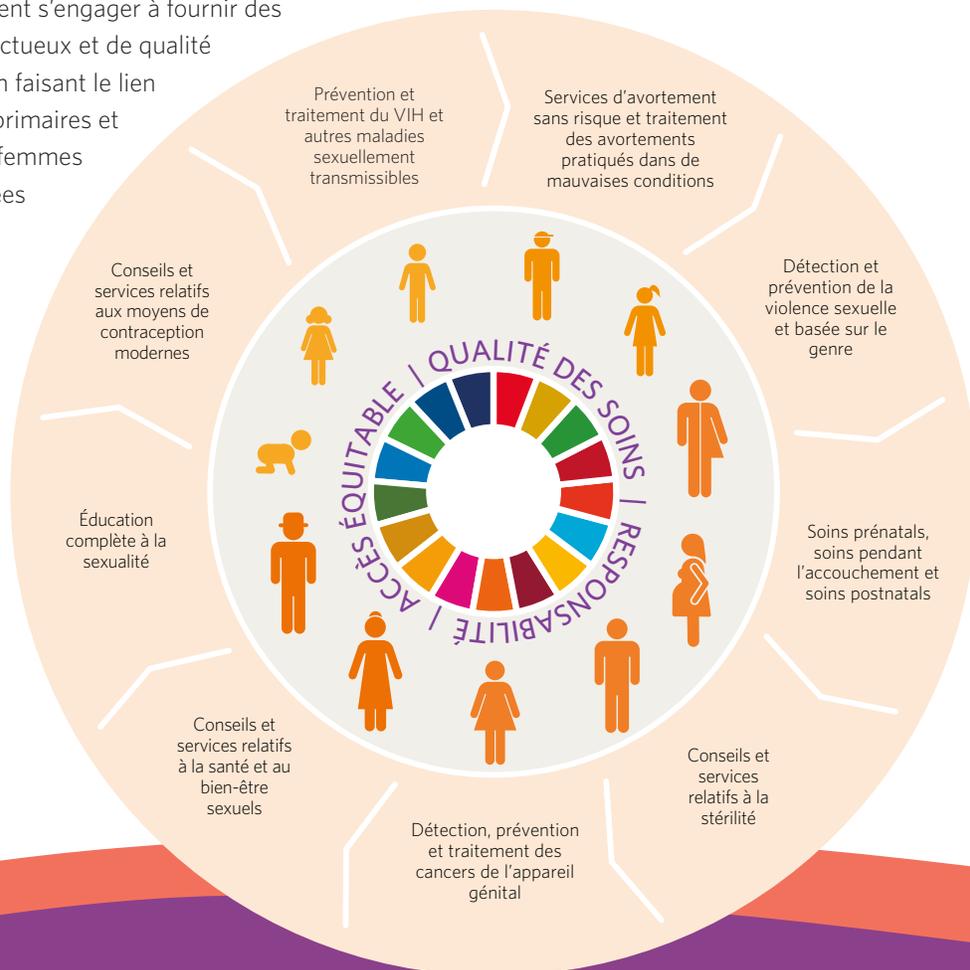
PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- La couverture sanitaire universelle nécessite une **approche globale** de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction, fondée sur le parcours de vie et intégrée dans les plans nationaux. Les interventions ciblées, fondées sur les droits, doivent répondre aux besoins de tous les groupes, y compris les plus marginalisés et les moins bien desservis.
- Les partenaires gouvernementaux, les représentants de la société civile et du milieu universitaire ont tous convenu **que le changement transformateur passait par un ensemble d'interventions essentielles** sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction. Il est impératif de mener à bien le Programme d'action de la CIPD et d'atteindre les ODD, et de les intégrer progressivement aux nouveaux plans et aux plans existants en faveur de la couverture sanitaire universelle.

La sécurité des femmes lors de la grossesse et de l'accouchement est une question de survie, mais aussi de développement, avec en ligne de mire la santé et le bien-être des femmes et des filles. L'objectif « zéro décès maternel évitable » passe par le renforcement des capacités du système de santé, l'innovation, l'équité et la responsabilité, ainsi que les partenariats et la coordination. Tous les acteurs doivent s'engager à fournir des soins maternels et néonataux respectueux et de qualité à l'échelle nationale, notamment en faisant le lien entre les établissements de santé primaires et les centres spécialisés. Des sages-femmes correctement formées, bien équipées et respectueuses des procédures peuvent assurer 87 % des soins essentiels dont les femmes et les nouveau-nés ont besoin.

Concernant l'objectif « zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale », les discussions ont mis en avant la réalisation des droits, l'élargissement de l'accès aux services, la formation des prestataires de soins de santé et l'amélioration de la qualité des soins. Parmi les autres questions de premier plan figurent l'accès à

L'ensemble d'interventions essentielles sur la santé sexuelle et reproductive fait partie d'une approche globale fondée sur le parcours de vie pour la réalisation des droits et des choix pour tous.



- Les investissements ne doivent pas se limiter au système de santé. Ils doivent soutenir des interventions **axées sur les personnes** et intégrant les problèmes multiples qu'elles rencontrent.

- Les droits des femmes et des filles **en matière de soins de santé, d'autonomie et d'intégrité physiques ne sont pas négociables !**
- **Les questions complexes requièrent des solutions ambitieuses**, accordant une place centrale à la participation des communautés afin de répondre au mieux aux besoins locaux.

- Pour porter leurs fruits, les investissements en faveur du **personnel de santé**, en particulier des sages femmes, impliquent de rééquilibrer la dynamique de genre et les rapports de force au sein des systèmes de santé.
- **L'accès à l'avortement sécurisé** est un aspect essentiel de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction.

des informations fiables, la sensibilisation et l'accroissement de la demande, qui offrent un fort potentiel d'innovation, en particulier en ce qui concerne les outils numériques. Pour s'assurer que les produits contraceptifs parviennent aux utilisateurs, il convient notamment de prévenir les ruptures de stocks, d'améliorer les chaînes d'approvisionnement et d'élargir le choix de méthodes modernes. La planification familiale doit être mieux intégrée dans les soins maternels, les soins de santé primaires et les services de lutte contre le VIH, et doit atteindre de toute urgence les groupes laissés de côté, en particulier les jeunes et les adolescents, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés, ainsi que les personnes vivant dans des contextes humanitaires. L'amélioration des données permettra de savoir plus précisément si la planification familiale atteint les groupes marginalisés. Le financement national et international demeure essentiel pour maintenir les services de planification familiale, ainsi que de solides mécanismes de responsabilité, des législations et des politiques favorables.

L'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive concerne tout le monde, y compris les hommes, les jeunes hommes et les garçons. De nombreux enseignements ont été tirés quant

aux conséquences des normes sexospécifiques restrictives, de la violence, de la stigmatisation, de la discrimination, du manque d'information et du manque d'accès aux services, notamment dans le cadre des programmes de lutte contre le VIH. Le taux d'incidence du VIH augmente ainsi dans certaines communautés LGBTQI et chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes qui sont mariés à des femmes. Le manque d'accès des hommes et des jeunes hommes à l'information et aux services entraîne des taux élevés d'infections sexuellement transmissibles non traitées, de violence basée sur le genre et de paternité chez les adolescents. Les lacunes entravent le déploiement d'efforts significatifs visant à accroître la responsabilité des hommes en matière de recours à la contraception.



Alors que l'Inde expérimente la couverture sanitaire universelle, Debasree Chaudhuri, ministre d'État pour les Femmes et le Développement de l'enfant, a participé au Sommet et à une séance animée par Laura Londén, alors Directrice exécutive adjointe de l'UNFPA.

- **Tous les jeunes** doivent bénéficier d'une éducation complète à la sexualité, notamment via la technologie, afin de faire évoluer les normes de genre discriminatoires.

- **Les jeunes** peuvent rencontrer de nombreux obstacles transversaux dans l'accès aux informations et aux services en matière de sexualité et de reproduction. Ces obstacles sont notamment liés à l'âge, au handicap, à la diversité des identités de genre, à l'orientation sexuelle et à l'appartenance ethnique. Les jeunes doivent contribuer à imaginer et mettre en œuvre leurs propres solutions.

- **L'hygiène menstruelle a donné lieu à une nouvelle discussion franche,** portée par des défenseurs d'innovations comme la création de nouvelles culottes menstruelles, d'applications mobiles dédiées au suivi des règles et de distributeurs de protections hygiéniques en coton biologique.

LES JEUNES AUSSI ONT DROIT À LA CONTRACEPTION

La nécessité de répondre rapidement aux besoins de contraception des jeunes, dans le cadre des services de santé et des droits des adolescents en matière de sexualité et de reproduction a été une question cruciale et récurrente. Les participants, dont de nombreux jeunes, ont souligné que les progrès devaient être codirigés par les jeunes. Les politiques et les lois doivent assurer l'accès universel des jeunes à des informations et des services de qualité, intégrés et exhaustifs en matière de sexualité et de reproduction, ainsi qu'à une éducation complète à la sexualité.

Beaucoup reste à faire pour renforcer la capacité et l'engagement des prestataires de santé à fournir des informations et des services répondant aux besoins spécifiques des adolescents et des jeunes. Différents secteurs devront travailler main dans la main pour atteindre toutes les personnes concernées et faire le lien entre les multiples enjeux.

Pour maintenir la dynamique actuelle, la Coalition des jeunes pour les droits sexuels et reproductifs a publié un court guide intitulé « *Calling for Action on Young People's Need for Contraception* » (Revendications concernant la réponse aux besoins de contraception des jeunes). Pour en savoir plus, rendez-vous sur : unfpa.org/resources/calling-action-young-peoples-need-contraception-guide-youth-advocates (en anglais).

- Il est temps d'investir **davantage en faveur de la santé et des droits des hommes et des garçons en matière de sexualité et de reproduction**, en ciblant les institutions, les communautés et les individus.
- Nous devons renforcer le plaidoyer et développer les services en mettant en avant **la responsabilité des hommes en matière de contraception**.
- Les stratégies révisées doivent améliorer l'accès aux services, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive et la protection des droits des personnes **LGBTQI**.
- Les efforts de collecte et d'analyse de **données ventilées** doivent être intensifiés aux niveaux national et infranational, et intégrer des paramètres comme l'âge, le sexe, le niveau de vie, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap et la parité.

THÈME 2 Financements pour mener à terme le Programme d'action de la CIPD et pérenniser les progrès accomplis

NOUS SAVONS COMMENT PROCÉDER, ALORS FAISONS LE NÉCESSAIRE !

Un ensemble de décisions, d'actions et de financements déterminera si nous parvenons ou non à atteindre les trois zéros et à tenir les promesses de la CIPD et des ODD. Il s'agit véritablement d'un moment décisif. Pour atteindre nos objectifs, nous devons d'abord atteindre les trois zéros. Les nouvelles recherches présentées lors du Sommet ne se limitaient pas au calcul des coûts. En identifiant les interventions prioritaires, elles ont préparé les étapes à venir, démontrant notamment le bien-fondé des investissements nationaux.



PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- **Comment atteindre les trois zéros ?** Comblent plus rapidement le manque de ressources. Et renforcer l'engagement politique.

Le journaliste Folly Bah Thibault (en bas à gauche) a animé des discussions sur la capacité du secteur créatif à soutenir les droits et les choix pour tous, en prenant comme exemples les activités philanthropiques des mannequins Natalia Vodianova (en haut à gauche), Anja Rubik (en bas à droite) et Maria Borges (en haut à droite).

- Davantage inscrites dans la durée, les **ressources nationales** peuvent générer des résultats transformateurs. Les trois zéros doivent être intégrés dans les budgets publics et la coopération pour le développement, aux niveaux national et local.
- L'utilisation optimale des ressources disponibles implique une **responsabilité financière** claire.

« Le plan d'action de la CIPD et sa volonté de favoriser l'autonomie des femmes et des filles favorisent la formation du capital humain et constituent une priorité clé tant pour le Mécanisme mondial de financement que pour l'équipe santé de la Banque mondiale. »

– M. Muhammad Ali Pate,
directeur mondial pour la Santé, la Nutrition et la Population,
Banque mondiale

La réalisation des trois zéros est solidement ancrée dans la reconnaissance et le respect des droits humains de chacun – femmes, filles, hommes et garçons. Le préjudice est immense lorsqu'un enfant grandit sans sa mère ou qu'une jeune fille subit des mutilations génitales féminines. Les effets émotionnels, sociaux et économiques peuvent se faire sentir tout au long de la vie, sans être pleinement compris. Nous pouvons cependant calculer les avantages économiques liés, par exemple, au fait que toutes les femmes puissent planifier et espacer librement leurs grossesses, et que les filles puissent achever leur scolarité et trouver un emploi décent au lieu d'être mariées durant l'enfance. Au fil du temps, ces avantages

dépassent largement les investissements en faveur de la réalisation des trois zéros.

L'accomplissement des tâches inachevées du Programme d'action de la CIPD est une entreprise complexe, mais réalisable. Des partenariats nouveaux et renforcés à tous les niveaux (tant mondial que local) doivent permettre de mobiliser des investissements stratégiques, mais également efficaces et d'une vaste portée, en faisant le lien entre différents secteurs. La réalisation des droits des femmes et des filles passe par des investissements nationaux judicieux, associés à un soutien international, dans le cadre de partenariats engagés.

Le montant de l'aide publique au développement affectée à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction est en baisse. Les ressources nationales doivent prendre le relais afin de préserver les progrès accomplis, d'attirer tous les flux de financement possibles et de garantir leur utilisation optimale. Les pays doivent volontairement donner la priorité à la santé, en particulier à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction.

En collaboration avec l'Université Johns Hopkins, l'Université de Washington, l'Université de Victoria et Avenir Health, l'UNFPA a évalué les ressources nécessaires au niveau mondial pour atteindre les trois résultats transformateurs (trois zéros) d'ici à 2030. Le fait de connaître le coût mondial met en avant la nécessité de renforcer les investissements nationaux, à l'appui des priorités nationales.

- La santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction doivent être **intégrés de façon systématique** dans les soins de santé primaires et la couverture sanitaire universelle, ainsi que dans les prestations sociales et les modes de financement.
- Des efforts significatifs doivent être menés pour défendre la santé et les droits **des adolescents et des jeunes** en matière de sexualité et de reproduction, **en s'appuyant sur l'élan politique et les allocations budgétaires adéquates.**
- Le leadership des gouvernements est essentiel aux partenariats avec le **secteur privé**, notamment en ce qui concerne l'investissement en faveur de l'inclusion, de l'autonomisation économique et de la santé des femmes.
- **Dans les villes, l'investissement en faveur de la coordination** implique d'investir dans l'innovation et la pérennité, et d'adapter efficacement les services aux besoins locaux.
- **Les petits entrepreneurs locaux** peuvent également jouer un rôle essentiel dans la fourniture des services de santé. Leurs réussites doivent être appliquées plus largement.

DONNÉES CHIFFRÉES EN VUE DES TROIS ZÉROS Coût total entre 2020 et 2030

ZÉRO DÉCÈS MATERNEL ÉVITABLE

115,5 milliards de dollars US dans 120 pays prioritaires.

ZÉRO BESOIN NON SATISFAIT EN MATIÈRE DE PLANIFICATION FAMILIALE

68,5 milliards de dollars US dans 120 pays prioritaires.

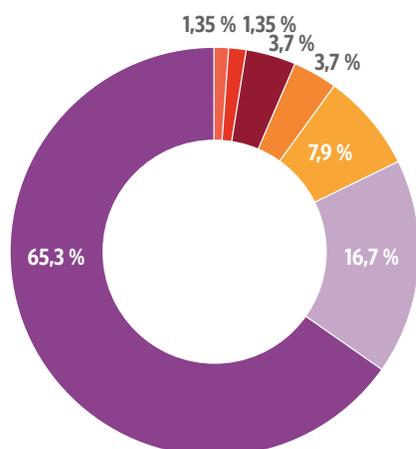
ZÉRO VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE OU PRATIQUE NÉFASTE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

2,4 milliards de dollars US pour mettre fin aux mutilations génitales féminines dans 31 pays ; 35 milliards de dollars US pour mettre fin au mariage d'enfants dans 68 pays ; 42 milliards de dollars US pour mettre fin à la violence basée sur le genre dans 132 pays prioritaires.

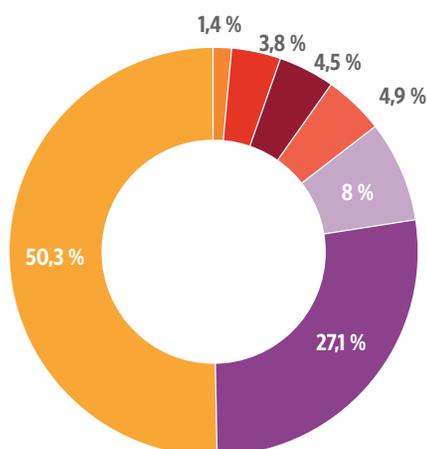
OÙ SE SITUENT LES LACUNES FINANCIÈRES ?

On observe d'importants déficits de financement dans certains des pays qui sont les moins à même de financer ce besoin via leurs ressources nationales.

LACUNES FINANCIÈRES EN MATIÈRE DE SANTÉ MATERNELLE



LACUNES FINANCIÈRES EN MATIÈRE DE PLANIFICATION FAMILIALE



EUROPE CENTRALE, EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

PAYS À REVENU ÉLEVÉ
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

ASIE DU SUD

ASIE DU SUD-EST, ASIE DE L'EST ET OCÉANIE

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Note : par rapport à la charge mondiale de morbidité de chaque grande région, 2020-2030.

Source : *Évaluation du coût des trois résultats transformateurs*, 2020, Université Johns Hopkins, Avenir Health, Université de Victoria, Institut de métrologie et d'évaluation de la santé – Université de Washington et UNFPA.

- Les nouvelles méthodes d'**ingénierie financière** permettent de veiller à ce que les ressources du secteur privé soutiennent des investissements efficaces et accrus en faveur du développement durable.

- Des **innovations supplémentaires** sont nécessaires, notamment en matière de technologie financière, afin de reproduire des réussites prometteuses de petite envergure et de trouver à plus grande échelle des solutions efficaces aux problèmes de développement. Les femmes génèrent des innovations et méritent un plus grand soutien !
- **La coopération Sud-Sud et triangulaire** peuvent présenter de nombreux avantages. Les pays du Sud doivent prendre en main leur destin.

La communauté internationale doit fournir un appui technique afin de soutenir les investissements et d'élargir la marge de manœuvre budgétaire, d'améliorer l'efficacité des dépenses et de mobiliser des dépenses publiques adéquates dans le domaine de la santé. Elle doit également veiller à protéger les services de santé sexuelle et reproductive en période d'austérité budgétaire. Les priorités urgentes consistent notamment à fournir des services de santé essentiels en matière de sexualité et de reproduction, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle, et à atteindre les populations délaissées. Les pays doivent également œuvrer à une meilleure intégration des services, à une plus grande attention portée à la qualité des soins, et à l'établissement de liens avec les principaux déterminants de la santé, comme le changement climatique et l'égalité des sexes.

Les partenariats public-public et public-privé jouent un rôle essentiel dans le renforcement des financements. Il en va de même pour les parlementaires, qui doivent mobiliser des financements nationaux suffisants en faveur des

services de santé sexuelle et reproductive et de la couverture sanitaire universelle. Des partenariats et alliances supplémentaires doivent être mis en place avec le milieu universitaire, les jeunes et la société civile afin d'élargir le suivi et la vigilance sociale en ce qui concerne la responsabilité en matière de financement national. Dans le cadre de discussions animées sur le potentiel lié à l'influence, à l'ingéniosité et aux capacités financières du secteur privé, de grandes entreprises et sociétés philanthropiques comme BD, Philips, MSD for Mothers, Johnson & Johnson, la Fondation Ford, Laerdal Global Health et Maternity Foundation se sont engagées lors du Sommet à mobiliser quelque 8 milliards de dollars US.

Des représentants gouvernementaux ont également mis en avant l'institutionnalisation des partenariats Sud-Sud et triangulaires en tant que mécanismes de dialogue politique et de coopération technique, ainsi que le partage d'approches innovantes adaptées aux contextes locaux. Les pays du Sud ont été appelés à accroître les ressources financières affectées au déploiement de ce type de mécanismes.

« Nous devons faire preuve de responsabilité en ce qui concerne les DROITS FONDAMENTAUX... et nous devons nous concentrer sur les travaux encore inachevés de la CIPD. La situation actuelle n'est pas inévitable ; elle est le résultat de choix politiques. Les gouvernements doivent être tenus responsables de leurs CHOIX. »

—Michelle Bachelet
Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

THÈME 3 S'appuyer sur la diversité démographique pour stimuler la croissance économique et parvenir au développement durable

INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN : UNE STRATÉGIE QUI RAPPORTE !

Nous vivons une période démographique unique. Certains pays sont confrontés au vieillissement de la population et à la baisse du taux de fécondité, d'autres à un taux de fécondité élevé. Beaucoup comptent une importante population jeune. Le Sommet de Nairobi s'est interrogé sur cette diversité démographique et sur la façon de favoriser le développement durable, notamment au moyen d'investissements en faveur de la santé et de l'éducation. Les sessions bondées ont inspiré un sentiment d'attente et une compréhension commune de la gravité des problématiques telles que l'emploi, l'urbanisation, la migration, l'ethnicité et le changement climatique. La compréhension des possibilités et défis liés à la diversité démographique et de l'ampleur des conséquences politiques, économiques et sociales ainsi que des conséquences relatives à la paix et à la sécurité, est fondamentale pour tous les pays. Les transitions démographiques sont limitées dans le temps. Si l'on souhaite en tirer un dividende démographique, il est



La célébration de différentes cultures et identités a été un élément clé de l'inclusion de l'ensemble des participants.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- L'investissement dans le capital humain fait partie des moteurs les plus importants en matière de dividendes démographiques, et ce à toutes les étapes de la transition démographique. Cela nécessitera une **révolution de l'éducation** dans certains des pays les plus pauvres, voir un apprentissage tout au long de la vie pour les populations plus âgées et plus prospères.
- Toutes les étapes de la transition démographique et du développement durable sont tributaires de **l'égalité des sexes**. **SOYONS CLAIRS : il n'existe PAS de raccourcis.**

nécessaire de prendre des décisions fondées sur des prévisions fiables. Des gouvernements de pays du Sud et du Nord ont partagé les enseignements tirés et les problèmes auxquels ils font face actuellement en ce qui concerne la gestion des mutations démographiques. Le sujet le plus récurrent a été l'investissement en faveur de l'éducation et de l'embauche des jeunes afin de diversifier les possibilités à l'échelle nationale et de proposer des alternatives à l'émigration. Le monde compte 1,8 milliard de jeunes : il faut agir maintenant.

L'égalité des sexes représentait une autre préoccupation importante. Si l'on souhaite atteindre des dividendes démographiques, les femmes doivent avoir accès à des emplois décents et leurs droits et leurs choix en matière de reproduction doivent être respectés. Les conséquences de l'inégalité entre les sexes sont évidentes dans notre monde vieillissant, où les femmes âgées sont plus vulnérables à la pauvreté pour de multiples raisons (manque d'accès à des titres de propriété, faible rémunération tout au long de leur vie professionnelle, etc.). Les personnes âgées sont généralement plus vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes et aux crises humanitaires. Il s'agit donc de situations qui demandent davantage d'attention de notre part.

Depuis la conférence qui s'est tenue au Caire, la révolution du secteur des données a élargi le champ des possibilités en matière de suivi des inégalités de développement entre plusieurs groupes de population. Elle permet également d'inclure tout le monde en ce qui concerne l'accès universel à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction et de tenir les dirigeants responsables des progrès aux niveaux local et national. Des débats ont été lancés sur le potentiel des nouvelles données géospatiales en matière de politiques, sur la nécessité de décentraliser les données et sur les défis liés à la protection de la vie privée pour que la démocratisation des données soit d'intérêt public et non pas utilisée contre les peuples et les communautés.

Alors que nous enregistrons le rythme d'urbanisation le plus rapide à ce jour, la manière de tirer profit des villes définira nos attentes en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la CIPD. La décentralisation des systèmes économiques, de gouvernance et de santé a converti certaines villes en moteurs d'innovation et d'inclusion. Les villes prennent également des mesures pour fournir des espaces sûrs aux femmes et des lieux de refuge aux minorités, aux immigrants et aux réfugiés. Il est tout à fait possible d'intégrer le programme relatif à la santé sexuelle et reproductive à l'ODD 11, qui est consacré à l'urbanisation durable.

- **Les maires qui se positionnent en faveur du Programme d'action de la CIPD** créent des villes inclusives adaptées aux jeunes, aux femmes, aux personnes âgées et aux minorités. En raison de leur forte densité de population et de la concentration géographique de la demande, les villes offrent de nombreuses possibilités d'améliorer la couverture de la planification familiale et d'autres services essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive.

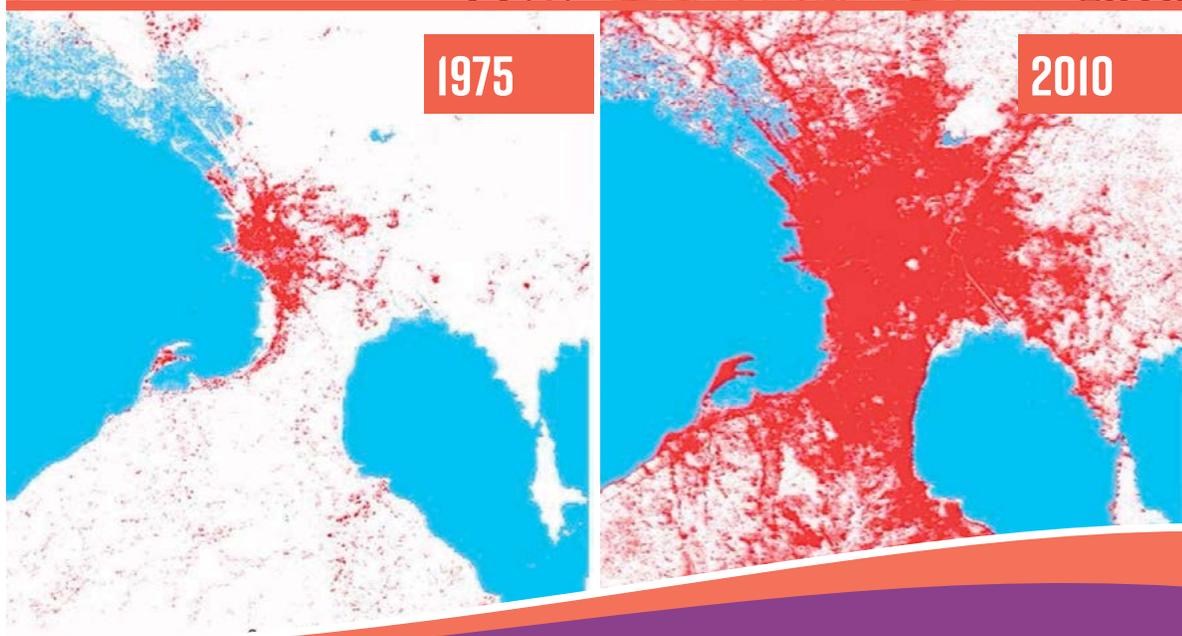
- Les gouvernements estiment que l'utilisation de **nouvelles données géoréférencées** présente un grand potentiel lorsqu'il s'agit d'optimiser l'emplacement des services publics et d'atteindre les personnes laissées de côté. À cette fin, néanmoins, les bureaux nationaux de statistique ont besoin d'étendre les capacités liées à la technologie, aux systèmes juridiques et aux dimensions politiques des données démographiques et de leur caractère privé.

- Le **Fonds thématique pour les données démographiques de l'UNFPA**, lancé lors du Sommet, aura pour but de mobiliser davantage d'investissements en faveur des données démographiques géoréférencées, notamment dans le cadre des recensements. Le programme Digital Earth Africa, le partenariat GRID3 pour les données géospatiales et d'autres initiatives similaires méritent d'être développés.

Le changement climatique, l'adaptation à celui-ci et la justice climatique sont des préoccupations centrales de notre époque. Aucun individu, aucune communauté, aucune ville, aucun pays et aucune région ne sera épargné par les conséquences de ces changements. Les populations devront se déplacer. Les économies pourraient se dégrader et les dividendes démographiques se réduire. Le changement climatique touche l'ensemble de la population, mais il affecte plus particulièrement les habitants des pays du Sud ainsi que les groupes vulnérables et marginalisés, en dépit de leur moindre contribution aux émissions de gaz à effet de serre.

À l'échelle mondiale, cette crise exacerbe les injustices climatiques comme jamais auparavant. Les petits États insulaires en développement qui, dans la plupart des cas, viennent tout juste d'obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire, risquent de se retrouver engloutis sous la mer. Néanmoins, on leur dit qu'ils sont trop « riches » pour recevoir une aide de la part des pays riches dont les habitudes de consommation sont à l'origine du changement climatique.

Un monde qui s'urbanise rapidement pose des problèmes, mais crée également des possibilités en matière de progrès : MANILLE (PHILIPPINES)



Source : Centre allemand pour les données de télédétection et Centre allemand pour l'aéronautique et l'astronautique.

- **DES POLITIQUES COMPLÈTES DOIVENT SOUTENIR LES DROITS DES PERSONNES ÂGÉES ET CONTRIBUER À NOUS PRÉPARER AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION.** Cependant, les données mondiales sur les personnes âgées sont limitées, notamment dans les pays où le vieillissement de la population est un phénomène récent. La pauvreté, la discrimination et la violence qui touchent les personnes âgées, et notamment les femmes, ne sont que très peu étudiées.

- Des recherches plus qualitatives et quantitatives sur les personnes âgées sont nécessaires d'urgence pour savoir comment répondre aux besoins de cette population, mais également pour comprendre comment elle peut participer au maintien de normes néfastes. Il faut évaluer les expériences concernant les options thérapeutiques de grande envergure et à long terme à l'échelle mondiale pour en tirer des leçons importantes.

Les jeunes ont lancé de nombreux appels pour trouver des solutions qui, en plus d'être menées par des jeunes, des femmes, des filles et des communautés autochtones, bénéficient aussi à ces groupes de populations. Donner

les moyens aux jeunes d'être des leaders et des partenaires actifs dans la lutte contre le changement climatique est une question de justice aujourd'hui mais, à l'avenir, il s'agira d'une question d'égalité entre les générations.

LA JUSTICE CLIMATIQUE NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ

Les intervenants originaires de petits États insulaires en développement ont à plusieurs reprises attiré l'attention du public sur la justice climatique et le fait de ne laisser personne de côté. Ils vivent quotidiennement dans une situation d'extrême vulnérabilité au changement climatique, bien qu'ils ne contribuent que très peu aux émissions de gaz à effet de serre. M. Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a précisé que la justice climatique devait être l'affaire de tous. M. Paul Adams, ministre de la Santé des Seychelles, a quant à lui souligné le fait que l'adaptation au changement climatique comprenait le renforcement de la résilience des systèmes de santé, l'autonomisation des femmes et des filles et le déploiement d'un plus grand nombre de possibilités pour les jeunes. Originnaire de Micronésie, la jeune militante Yolanda Mori a rappelé que l'adaptation des communautés était un processus fondé sur la participation. Les prises de parole des peuples autochtones, des jeunes, des femmes, de la société civile, des organisations communautaires et des mouvements locaux sont toutes indispensables en matière de prise de décisions. Son Excellence Dag-Inge Ulstein, ministre norvégien du Développement international, a décrit la manière dont les projets de gestion des forêts et des terres doivent intégrer le genre, la santé et l'autonomisation des femmes et les investissements en faveur de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction. Tous ces éléments sont primordiaux au regard de la résilience et de la préservation.

- En première ligne de la lutte contre le changement climatique, **les petits États insulaires en développement** favorisent les progrès pour le compte des régions les plus gravement touchées. On ne doit pas les laisser gérer les conséquences du changement climatique seuls.

- **Les jeunes** prennent les rênes de la lutte contre le changement climatique, et c'est leur droit. Leur participation est essentielle au succès de l'accord de Paris sur le climat et à la réalisation des ODD.

- En raison de leur vaste connaissance de la nature, **les peuples autochtones** jouent un rôle important dans la lutte contre le changement climatique.

THÈME 4 Mettre fin à la violence basée sur le genre et aux pratiques néfastes

OBJECTIF ZÉRO : TOUT LE MONDE A UN RÔLE À JOUER !

L'objectif est de zéro. Personne ne doit souffrir à cause de la violence basée sur le genre ou des pratiques néfastes. Pour atteindre l'objectif zéro d'ici à 2030, les gouvernements doivent adopter et mettre en œuvre des lois et des politiques, mais également fournir des services de qualité en matière de prévention, de protection et de soins. Principalement fondées sur les droits fondamentaux, les mesures doivent avoir vocation à transformer les choses. Il s'agit donc d'éliminer les inégalités entre les sexes et les normes sociales discriminatoires, de renforcer considérablement l'autonomisation et la capacité d'action des femmes et des filles, de toucher toutes les communautés et toutes les sociétés et d'améliorer les notions de responsabilité et d'assurance qualité.



L'universitaire américaine Michele Bratcher Goodwin (à gauche), la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet (au centre) et la gynécologue yézidi D' Naghham Nawzat Hasan ont souligné l'importance des stratégies transformatrices pour mettre un terme à la violence basée sur le genre.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- Sans droits en matière de sexualité et de reproduction, il n'y a pas d'égalité des sexes. **Les femmes doivent avoir la possibilité et la capacité de revendiquer leurs droits.**
- Nous devons accélérer la mise en place des mesures relatives aux **engagements visant à mettre fin à la violence basée sur le genre et aux pratiques néfastes pour de bon.**
- **Principales priorités pour TOUS LES PAYS :** mettre fin aux pratiques néfastes telles que la sélection prénatale en fonction du sexe, les mariages d'enfants et forcés et les mutilations génitales féminines.

Le Sommet de Nairobi a mis en lumière les rapports de force inégaux et les stigmatisations qui alimentent la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles, et qui sont souvent ancrés dans des lois, des politiques et des normes sociales.

« **Nous ne sommes pas simplement des victimes et des bénéficiaires. Nous sommes des survivants et des acteurs du changement, et il est temps que nous obtenions ce que nous méritons : le droit d'exister librement et en toute sécurité dans ce monde. »**

—Pooja Singh

Défenseuse des adolescents et des jeunes au sein de l'organisation indienne Pravaah

Les participants des conversations ont insisté sur l'urgence d'agir sur les causes profondes et, donc, d'examiner en profondeur les normes familiales, sociales, culturelles et de genre, ce qu'il se passe vraiment dans les foyers ainsi que la manière dont les stéréotypes de genre peuvent normaliser la violence à l'égard des femmes et des filles. La technologie étant en plein essor, il est également temps de mieux gérer les nouvelles formes de violence basée sur le genre, y compris en ligne.

Il reste encore beaucoup à faire pour ne laisser personne de côté. Nos avancées dépendront d'une élaboration de politiques fondées sur les droits fondamentaux, pour lesquelles une participation plus pertinente de diverses communautés et populations marginalisées représente un principe et une pratique de base. Il existe différentes manières de répondre aux besoins des pays mais, dans tous les cas, nous devons faire respecter les droits et les choix des personnes handicapées, des femmes et des filles autochtones et d'autres populations clés telles que la communauté LGBTQI, qui est confrontée à des taux élevés de violence basée sur le genre.

- Investir bien davantage dans la lutte contre la violence basée sur le genre est un choix judicieux d'un point de vue économique et moral. Les financements permettent de soutenir les engagements visant à éliminer les préjugés et la violence. Il s'agit d'un indicateur important de la responsabilité des gouvernements.
- La création d'environnements ne présentant aucun danger pour les filles et les femmes est tributaire de l'élimination des normes de genre discriminatoires. Une participation plus active des hommes et des garçons est nécessaire pour faire changer les façons de penser et d'agir.

- La stigmatisation et les tabous doivent être contestés et rejetés, quelle que soit la manière dont ils se manifestent (attitudes, législations, politiques, institutions, etc.).
Fournissons des soins et d'autres services de qualité de façon respectueuse à TOUS !

- Pour mettre fin à la violence basée sur le genre, les pays ont besoin de lois adaptées. Néanmoins, plus l'adhésion sera large, et ce à tous les niveaux, notamment parmi les chefs religieux et communautaires, plus les progrès seront rapides.

Les défenseurs des droits fondamentaux, les chefs de mouvements sociaux et féministes, les militants locaux et les membres d'organisations communautaires et de réseaux de jeunes peuvent tous être d'importants acteurs du changement. Ils peuvent dépasser le cercle restreint de leurs communautés et de leurs réseaux, notamment en contestant les inégalités en matière de pouvoir et de droits. La mobilisation de jeunes leaders, notamment de jeunes femmes et filles, doit occuper une place centrale dans la réalisation des promesses qui ont été faites.

Malgré l'acceptation par la communauté internationale que la violence basée sur le genre constitue une violation des droits fondamentaux, un fossé subsiste entre la théorie et les faits. Les ressources financières et humaines investies en vue de l'atteinte de l'objectif zéro ne sont pas suffisantes. Toutes les formes de violence basée sur le genre doivent être reconnues et cesser, qu'il s'agisse de violence économique, de violence au sein du couple, de violence domestique, de mariage d'enfants, de mutilations génitales féminines, de sélection prénatale en fonction du sexe, de refus d'accès à l'éducation ou à l'emploi ou de privation de droits et de choix.

« Je m'engage à fournir le leadership nécessaire pour garantir que les mutilations génitales féminines ne continueront pas au-delà de la présente génération. »

—**Uhuru Kenyatta**

Président de la République du Kenya

Plusieurs pays ont réussi à réduire considérablement le nombre de mariages d'enfants et de mutilations génitales féminines. Des récits saisissants nous ont clairement fait comprendre que des mesures doivent être prises d'urgence et que les financements, notamment nationaux, doivent augmenter. Il incombe aux gouvernements du monde entier de s'assurer qu'aucune femme et qu'aucune fille ne subit des préjudices.

Les dossiers d'investissement peuvent s'appuyer sur des preuves de ce qui fonctionne et sur les points de vue de différentes communautés. Ils doivent s'étendre du niveau national au niveau

- **Les personnes handicapées, véritables agents du changement, font changer les choses dans le monde entier** pour offrir à tous une vie sans violence ni discrimination.

- **Les lois doivent garantir des droits égaux aux personnes LGBTQI. Les services de santé doivent répondre à leurs besoins.** Les informations et l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive doivent aborder l'existence de plusieurs identités de genre et orientations sexuelles, la notion de diversité et la protection des droits.

- **Dans le secteur de la santé, la discrimination se traduit par une maltraitance largement répandue des peuples autochtones.** Nous devons mieux informer le grand public sur la diversité culturelle, fournir des services de santé de qualité et culturellement accessibles ainsi que des informations aux peuples autochtones et respecter leur culture et leurs connaissances traditionnelles.

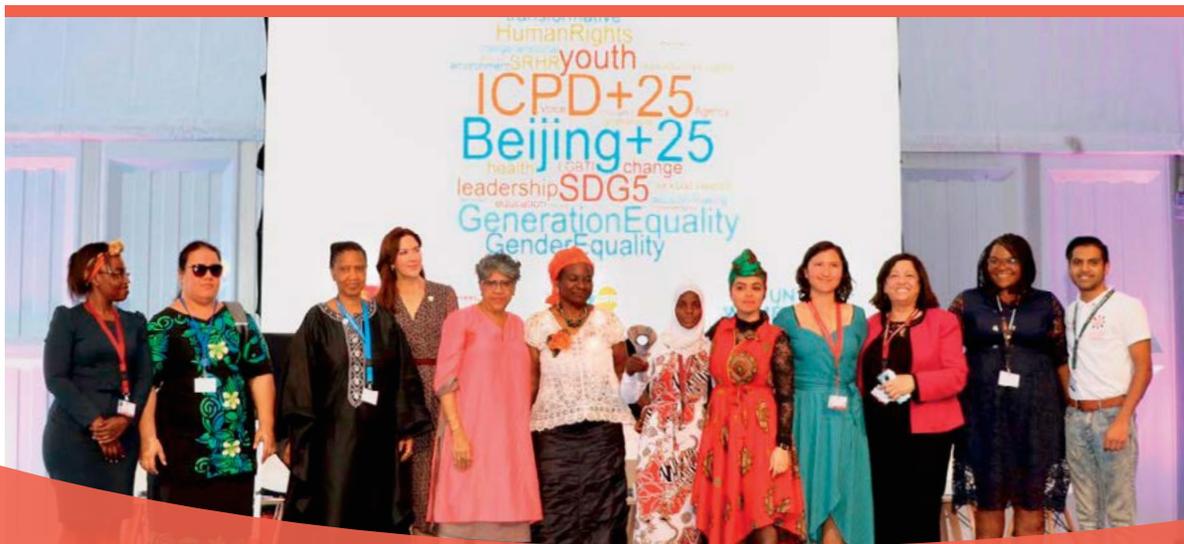
« Les blessures infligées à nos corps peuvent guérir, mais les séquelles psychologiques subsistent. Le patriarcat se sert ainsi de la violence à l'égard des femmes pour les maintenir prisonnières des inégalités. »

—Aya Chebbi

Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse

local et traiter de dimensions économiques, sociales, culturelles et politiques. Étant donné que la violence basée sur le genre et les pratiques néfastes ont des répercussions considérables sur le développement économique et qu'elles entravent la réalisation des ODD, la Décennie d'action offre le climat politique nécessaire pour agir avec audace et détermination. Le 25^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995, qui est célébré cette année, représente également un nouvel élan. Il est indispensable de parvenir à l'égalité des sexes, sans quoi la violence à l'égard des femmes et des filles ne cessera jamais.

Les participants ont insisté sur le fait que le Sommet de Nairobi mène au 25^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.



- Nous devons mieux détecter les problèmes et suivre les progrès. Par conséquent, nous avons besoin de données plus fiables et mieux ventilées, notamment en ce qui concerne les **communautés marginalisées, qui n'apparaissent pas dans les données et recherches actuelles.**

- Un soutien de plus grande ampleur doit être apporté pour **donner davantage de moyens d'action aux acteurs locaux qui se situent en première ligne** de la lutte contre la violence basée sur le genre et les pratiques néfastes.

- Ne parlons pas des jeunes. Laissons les jeunes parler ! Ils doivent endosser des rôles de premier plan pour **changer la manière dont nous définissons les relations**, fournir une éducation comportementale aux enfants et évaluer leurs propres besoins.

THÈME 5 Garantir le droit aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris dans les situations fragiles et de crise humanitaire

PAIX ET ACTION HUMANITAIRE : PLACEZ LES FEMMES, LES FILLES ET LES JEUNES AU PREMIER PLAN !

Aujourd'hui, plus de deux milliards de personnes vivent dans des pays fragiles, en proie à des violences ou touchés par des conflits. Ce n'est qu'en répondant aux besoins de ces personnes qu'il sera possible d'atteindre les promesses de la CIPD - des droits universels en matière de santé sexuelle et reproductive et la fin de la violence basée sur le genre - ainsi que les engagements en faveur des femmes et des jeunes contenus dans les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité.

Parmi les 143 millions de personnes qui nécessitent une aide humanitaire en 2019, plus d'un quart était des femmes ou des adolescentes en âge de procréer.



Un responsable de groupes de jeunes du camp de réfugiés de Dadaab a mis l'accent sur le pouvoir des jeunes à encourager un changement positif dans les pays touchés par des crises.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- Maintenez les **services de santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction** dans les situations de conflit **grâce à une allocation accrue des ressources**. Intégrez une perspective de genre à tous les programmes !
- Les crises ne doivent pas interrompre le **continuum de soins**. Lors des conflits armés, la préservation du système de santé, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, doit être une priorité.
- Nous pouvons aller plus loin en matière de déploiement des **services mobiles** afin d'atteindre les femmes et les filles vulnérables dans les régions isolées. Il convient d'avoir recours aux centres de santé communautaires, et pas seulement aux hôpitaux, en ce qui concerne la prestation de services de santé sexuelle et reproductive.
- Afin d'être mieux **préparés en cas de crise**, il faut effectuer des réserves préalables de trousse de santé reproductive. La formation aux outils humanitaires et aux mécanismes de coordination en amont des crises est essentielle.



@MavicCBalleza : Nous avons parlé de la santé reproductive dans le contexte de la consolidation de la paix lors de l'anniversaire de la résolution 1325 à New York et nous l'avons évoquée de nouveau lors du #SommetdeNairobi. Nous n'arrêterons pas d'en parler tant que la paix ne sera pas durable et tant que nous n'aurons pas mis un terme à la violence sexuelle dans les situations de conflit !

—Victoria « Mavic » Cabrera-Balleza

Fondatrice et directrice générale de la coalition Global Network of Women Peacebuilders

Cependant, les services de santé sexuelle et reproductive sont souvent négligés et pâtissent d'un financement insuffisant dans les situations d'urgence. Cette pénurie continue malgré plusieurs réussites indéniables en matière de prestation de services de santé sexuelle et reproductive de haute qualité aux populations vivant dans les environnements les plus complexes.

Les réalisations pourraient être bien plus nombreuses avec une planification, une coordination et un financement adéquats. Les participants ont appelé à adopter une approche féministe de l'action humanitaire et à accorder plus d'attention à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et notamment à l'hygiène menstruelle, en l'intégrant dans les programmes scolaires et en distribuant des serviettes hygiéniques. La participation des communautés peut donner les moyens aux femmes et aux filles de changer les normes sociales en collaborant avec les hommes et les garçons. Des histoires percutantes ont mis en avant la vulnérabilité à la violence basée sur le genre en cas

de catastrophes naturelles ou de conflits, ainsi que l'atrocité des abus sexuels, qui ont lieu en toute impunité partout dans le monde. Sur le terrain, des militants ont mis l'accent sur les engagements visant à assurer la sécurité et les droits de toutes les femmes et les filles, y compris celles qui sont difficiles à atteindre et les plus vulnérables.

Lors des situations de crise humanitaire, les interventions vitales doivent être liées à des actions de développement à plus long terme pour faire progresser les droits fondamentaux, réduire les risques, renforcer la préparation et accroître la résilience. Pour ce faire, il est possible de s'appuyer sur le renforcement des systèmes nationaux, y compris en matière de santé et d'approvisionnement. Le caractère local des systèmes et des solutions est particulièrement important.

La place centrale qu'occupent les solutions menées par des femmes, des filles, des jeunes et des populations marginalisées a été reconnue dans toutes les discussions. Ces groupes de population portent un énorme fardeau dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire, que ceux-ci soient dus à des conflits, à des violences, à de la fragilité,

- Intégrez des services essentiels pour prévenir et combattre la **violence basée sur le genre** au sein du secteur de la santé sexuelle et reproductive. Les services concernés doivent être inclusifs et complets, établir un lien entre les différents types d'aide (juridique, psychologique, médicale et éducative) et répondre aux besoins en matière d'électricité, d'assainissement, de sécurité alimentaire, etc.
- La **prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles** et l'accès à la justice en cas de violences de ce type doivent être des priorités absolues.

- Impliquez **davantage de femmes dans les pourparlers de paix et dans les actions de consolidation de la paix**. Assurez-vous qu'elles soient issues de tous les groupes de population et faites-les participer dès le début ! Les actions de consolidation de la paix ne doivent pas seulement impliquer les antagonistes du conflit, mais tous les membres de la société.
- La création d'**espaces sécurisés pour les filles et les femmes** touchées par des situations de crise leur offre la possibilité de parler librement et de participer à l'élaboration de programmes adaptés à leurs besoins. Les programmes doivent garantir la sécurité des femmes et des filles et leur éviter d'adopter des stratégies d'adaptation néfastes.

au changement climatique et à la dégradation de l'environnement ou à plusieurs facteurs.

Le changement climatique, par exemple, pèse énormément sur les écosystèmes, la production alimentaire, les terres et les littoraux. Ainsi, les femmes, dans les communautés marginalisées notamment, disposent généralement de moins de ressources pour vivre. Si l'on vise à atteindre à la fois résilience et durabilité, il sera essentiel d'intégrer le genre, la santé et l'autonomisation des femmes ainsi que la santé sexuelle et reproductive dans les interventions (projets de gestion des forêts et des terres, par exemple). Les jeunes mènent de plus en plus d'actions de lutte contre le changement climatique et appellent à un investissement urgent en faveur de l'adaptation et de la résilience. Nous devons prêter davantage attention à leurs demandes en matière de leadership communautaire, d'autonomisation des jeunes et de possibilités d'action politique et investir dans cette direction.

Les femmes et les filles peuvent jouer un rôle essentiel dans les négociations d'accords de paix et le maintien de la paix. Pourtant, elles sont reléguées au second plan et privées de leur droit de diriger et de participer. Des femmes qui ont participé à des processus de paix ou qui en ont été exclues ont partagé des histoires fascinantes sur l'incidence

que cela a eu sur les perspectives de paix. Elles ont suscité un renouvellement des engagements visant à impliquer davantage les femmes lorsqu'il s'agit de négocier des cessez-le-feu, d'empêcher les conflits, de participer aux processus de paix et de bâtir un avenir durable. Le slogan « pas de paix sans les femmes » s'affirme en tant que cri de ralliement du mouvement. De la même manière, la participation active des jeunes renforce la cohésion sociale tout comme le développement, la paix et la sécurité à long terme.

Les conflits, la violence et les catastrophes ont des répercussions désastreuses sur le corps et l'esprit des personnes, ce qui souligne bien l'importance de l'appui à la santé mentale et du soutien psychosocial dans le cadre des interventions humanitaires.

Comment une adolescente peut-elle se reconstruire après un viol et un accouchement dans une situation de conflit, par exemple ? Les participants ont évoqué les obstacles en matière de santé mentale et d'interventions psychosociales dans les situations d'urgence ainsi que les solutions les plus prometteuses. Ils ont mis en avant la manière dont ces services peuvent assurer le respect des droits fondamentaux, rendre justice et ouvrir la voie pour que d'autres aident les populations à s'adapter et à rétablir un sentiment de normalité dans leurs vies.

- Les jeunes doivent être pleinement impliqués dans les situations humanitaires en tant qu'acteurs du changement. L'éducation complète à la sexualité doit faire partie intégrante de l'action humanitaire, car elle donne aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées. **La participation des jeunes aux processus de paix favorise la cohésion sociale et de meilleures perspectives de rétablissement de la stabilité et de retour au développement à plus long terme.**

- **L'appui à la santé mentale et le soutien psychosocial** représentent des enjeux majeurs dans les situations de crise, mais ils sont encore trop peu reconnus. Il est temps de privilégier, d'accroître et de maintenir les interventions en la matière. Pour ce faire, nous avons besoin de suffisamment de ressources, de compétences, de services et de capacités. Les interventions doivent être adaptées aux communautés locales et faire participer les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les autres populations marginalisées.
- Il convient d'en faire davantage pour mettre en place des programmes de renforcement des capacités en matière d'appui à la santé mentale et de soutien psychosocial à l'intention des personnes en première ligne de l'action humanitaire ainsi que pour recueillir des preuves supplémentaires sur les interventions qui fonctionnent.

III : Engagés en faveur du changement, responsables des progrès réalisés

Le Sommet de Nairobi avait de grandes ambitions : inciter à agir de manière à faire la différence, rassembler des personnes de tous les horizons pour élaborer un plan concret visant à accélérer les progrès et à concrétiser les promesses de la CIPD, puis leur demander de se mobiliser et d'annoncer leurs engagements devant le monde entier. Il est question de changement et de responsabilité, d'achever les travaux entrepris et de parvenir à l'objectif zéro !

En amont de leur venue au Sommet, il a été demandé aux participants de publier leurs engagements sur un site Internet dédié à cet effet (nairobi summit cpd.org/commitments). Au total, 1 300 engagements ont été publiés avant et pendant le Sommet. Conformément aux 12 engagements internationaux de la Déclaration de Nairobi, il était attendu des engagements qu'ils visent haut tout en disposant d'un plan bien défini pour atteindre des progrès tangibles et durables.

Le Sommet aurait pu être un événement mondial ordinaire : rempli d'échanges intéressants, d'idées novatrices, d'une force nouvelle et de bonnes intentions mais, au final, très peu axé sur la responsabilité. Ce sont les engagements qui ont considérablement renforcé le sens et la pertinence du Sommet, notamment parce qu'ils ont été pris de façon volontaire. Les participants ont décidé par

eux-mêmes de venir et de participer, parvenant ainsi à une adhésion et à une légitimité accrues qui dureront pendant des années.



Au cours des trois jours du Sommet, les participants ont attentivement écouté 247 déclarations d'engagement, qui représentent la base de changements réalisables à l'échelle mondiale.



Des leaders du monde entier et d'organisations des Nations Unies ont ouvert la session relative aux engagements et ont parlé des mesures spécifiques qu'ils mettraient en œuvre pour achever les travaux entrepris.

SESSION RELATIVE AUX ENGAGEMENTS : LE CŒUR POLITIQUE DU SOMMET

La session relative aux engagements représente le cœur politique du Sommet. Dans une atmosphère pleine d'espoir et de changement et devant une salle comble de plus de 4 500 participants, les organisateurs du Sommet ont invité les dirigeants mondiaux à annoncer leurs engagements. Vous trouverez ci-dessous des extraits de ces engagements visant à diriger les ambitions élevées du Sommet vers la réalisation du plan d'action de la CIPD.

M. Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya : *Augmentation des allocations budgétaires en faveur des questions démographiques et intégration de celles-ci dans l'ensemble des politiques nationales et infranationales ; augmentation des allocations en faveur de la protection sociale et de la lutte contre le VIH ; élimination des mutilations génitales féminines au Kenya d'ici à 2022 et de toutes les formes de violence basée sur le genre et de pratiques néfastes d'ici à 2030.*

M. Rasmus Prehn, ministre danois de la Coopération pour le développement : *Mesures internationales et nationales visant à accroître les niveaux de financement de la prestation de services ; évaluation de la responsabilité relative aux engagements du Sommet de Nairobi ; service de conseils à l'échelle nationale pour les jeunes victimes de violence au sein de leur couple.*

M^{me} Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies : *Apport d'un soutien aux gouvernements nationaux ; harmonisation et coordination des équipes et des processus de réforme des Nations Unies ; collecte et diffusion de données ; réalisation des engagements du Sommet de Nairobi en tant que contribution essentielle aux ODD et partie intégrante de la Décennie d'action.*

D^r Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population : *Prise en charge de l'objectif des « trois zéros » à l'échelle mondiale et rôle de gardien de la CIPD, notamment en ce qui concerne les populations marginalisées ; fourniture de produits liés à la santé reproductive dans les contextes humanitaires et de développement ; mobilisation d'un financement diversifié afin de combler les lacunes financières.*

M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda : *Élimination des obstacles qui entravent l'autonomisation des femmes et des filles, y compris les grossesses chez les adolescentes, les mariages précoces et toutes les formes de violence basée sur le genre ; intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires.*

M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles : *Allocation de 10 % du budget de l'État en faveur de la couverture sanitaire universelle, y compris de la santé sexuelle et reproductive.*

M. Mohamed Abdullahi Mohamed, Président de la République fédérale de Somalie : *Apport d'un soutien aux femmes et aux filles ; protection des services publics, de la justice, de l'égalité et de l'engagement sociétal des décideurs. Aucun pays ne peut réaliser son plein potentiel si la moitié de sa population est marginalisée !*

M. Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda : *Accès complet aux services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant pour tous les adolescents, tous les jeunes et toutes les filles et avancement des progrès en la matière ; instauration de cadres législatifs et de protection juridique en matière de violence basée sur le genre ; adoption de nouvelles lois relative à l'égalité des sexes comprenant les ressources domestiques nécessaires.*

M^{me} Epsy Campbell Barr, première vice-présidente de la République du Costa Rica : *Protection des droits de plus de deux millions de personnes d'ascendance africaine en Amérique du Sud et dans les Caraïbes ; mise en évidence de leur intersectionnalité et de leurs vulnérabilités ; élimination des obstacles structurels et de la discrimination.*

M^{me} Jewel Cianeh Howard-Taylor, vice-présidente de la République du Libéria : *Accès aux méthodes contraceptives d'ici à 2030 ; réalisation des 12 engagements internationaux de la Déclaration de Nairobi.*

D^r Hala Mostafa Elsaid Zayed, ministre égyptienne de la Santé et de la Population : *Étant donné que l'Égypte a accueilli et coorganisé la CIPD de 1994 et dispose d'un rôle régional et multilatéral, le pays est soucieux d'aider à résoudre les éléments les plus complexes des questions démographiques et de mobiliser une volonté politique pour mettre en œuvre le Programme d'action !*

Son Altesse Royale la Princesse Angelika Latūfuipeka Halaevalu Mata'aho Napua-o-kalani Tuku'aho du Royaume des Tonga : *Disponibilité universelle de moyens de contraception modernes, sûrs, abordables et de qualité d'ici à 2030 au plus tard et, en cette période de changement climatique, intégration des services de santé sexuelle et reproductive et des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre dans les interventions post-catastrophes.*





M^{me} Epsy Campbell Barr, première vice-présidente du Costa Rica.

À l'issue de ces remarquables déclarations initiales d'ampleur nationale et mondiale, toutes les parties prenantes ont été invitées à la session relative aux engagements qui s'est déroulée pendant trois jours, sans interruption.

Au total, 145 gouvernements ont renforcé leurs engagements, tout comme un ensemble de 102 organisations de la société civile, entreprises du secteur privé, parlementaires, groupes de jeunes, intervenants représentant des peuples autochtones et les personnes handicapées, organisations

confessionnelles, universités et organisations régionales. La salle comble a vu défiler, les unes après les autres, des interventions de trois minutes.

La session relative aux engagements s'est déroulée dans le même esprit d'inclusion que le reste du Sommet. Les présentations de représentants gouvernementaux de haut niveau se sont mêlées à celles de représentants de la société civile ou encore d'acteurs du monde des affaires, accordant ainsi à chacun la même importance. Cette démarche a permis d'abattre les barrières et de montrer que le Programme d'action de la CIPD appartient à chacun, profite à chacun et nécessite l'implication de chacun. La session s'est achevée à la fin de la troisième journée après la prise en compte de 1 300 engagements, un nombre dépassant les attentes déjà ambitieuses des organisateurs du Sommet.

EXTRAITS DES DÉCLARATIONS FAITES PAR LES PARTENAIRES AU COURS DES TROIS JOURNÉES DE LA SESSION RELATIVE AUX ENGAGEMENTS :

URUGUAY : Nous devons nous assurer que personne n'est laissé de côté ou laissé pour compte dans une société fondée sur les droits fondamentaux, que personne ne peut posséder le corps des autres et que l'amour n'est jamais rendu illégal.

Le **NÉPAL** s'engage à réduire à 70 pour 100 000 naissances vivantes le nombre de décès maternels, à réduire la mortalité maternelle en intégrant des services complets de santé sexuelle et reproductive dans l'ensemble de services de

santé de base compris dans la couverture sanitaire universelle, à garantir que la proportion de naissances ayant lieu en présence d'un accoucheur qualifié soit de 90 % d'ici à 2030 et à fournir des services d'avortement légaux et des services post-avortement sûrs, accessibles, abordables et de qualité. L'ensemble de services de santé de base sera fourni gratuitement et d'autres services connexes seront proposés à un prix abordable grâce à des subventions ciblées et à divers régimes de protection sociale et d'assurance maladie pour les populations vulnérables.

Les engagements pris lors du Sommet ont vocation à transformer les choses. En effet, ils vont mobiliser des mesures en faveur de résultats financiers, législatifs, publics et institutionnels spécifiques et assortis de délais à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Les engagements ont suscité une attention particulière car ils ont été pris volontairement, par des personnes de toutes les régions et de tous les milieux, montrant ainsi que chacun a son rôle à jouer dans la réalisation du Programme d'action de la CIPD.



L'engagement pris par YouthNow! est le résultat de la mise en commun des idées de 39 organisations de la société civile et réseaux de jeunes originaires d'Amérique latine et des Caraïbes.

AFRIQUE DU SUD : Le droit à l'intégrité corporelle est au centre de la protection de la dignité humaine et confère donc un devoir positif au nouveau gouvernement démocratique de l'Afrique du Sud en ce qui concerne la mise en place de politiques et de lois progressives liées à la population et au développement.

« Au cours des trois jours du Sommet, j'ai été particulièrement impressionnée par le nombre de jeunes dont la participation a été possible grâce au programme de bourses. Je me souviendrai toujours de la diversité des jeunes qui se sont rendus à Nairobi pour participer à ce moment historique : des jeunes handicapés, des jeunes LGBTIQI, des jeunes autochtones, venant des quatre coins du monde. J'ai rarement été témoin d'une participation des jeunes aussi diverse. »

—Jayathma Wickramanayake
Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse

BURKINA FASO : L'objectif est d'assurer la gratuité des moyens de contraception modernes sur l'ensemble du territoire national, dans les établissements de santé publics et privés, d'ici à 2022.

Y-PEER MOLDOVA s'engage à toucher 10 000 jeunes chaque année par le biais d'un enseignement complet de la santé sexuelle et reproductive et des droits en la matière, fourni par les pairs et adapté au groupe d'âge concerné en utilisant des méthodes non conventionnelles (techniques fondées sur le théâtre, jeux de rôles, mises en situation, etc.) dans le but d'accroître la capacité des jeunes à prendre des décisions éclairées et à adopter des comportements sans risque.

SAVE THE CHILDREN fera respecter le droit à des services de santé sexuelle et reproductive universels dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire en touchant un million de nouveaux utilisateurs de moyens de contraception dans ces contextes d'ici à 2030, notamment les plus vulnérables et les plus marginalisés. Parmi les personnes touchées, 30 % seront des adolescents et des jeunes (10-24 ans).



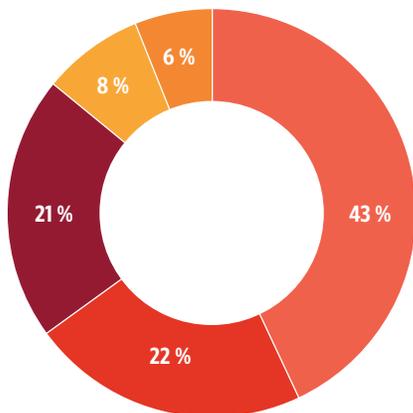
L'initiative Merck For Mothers a présenté une déclaration d'engagement.

Au cours du Sommet, les gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche, du Canada, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Islande, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède ainsi que la Commission européenne se sont engagés à investir près d'un milliard de dollars US afin d'achever les travaux entrepris.

La participation des entreprises, des universités, de la société civile, des fondations et d'autres

organisations était cruciale et a mené à l'un des plus importants investissements financiers jamais annoncés, d'un montant total de 8 milliards de dollars US, pour réaliser le Programme d'action de la CIPD. Des sportifs, des stylistes et des mannequins ont dévoilé de nouvelles initiatives innovantes, preuves des engagements pris par des entreprises générant des milliards de dollars et disposant du pouvoir de faire changer notre façon de voir et d'aborder la santé des femmes, l'hygiène menstruelle, la sexualité et l'éducation sexuelle.

DOMAINES D'ENGAGEMENT



INTÉGRER DES SERVICES DE SANTÉ ET DES DROITS EN MATIÈRE DE SEXUALITÉ ET DE REPRODUCTION À LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

RÉPONDRE À LA DIVERSITÉ DÉMOGRAPHIQUE

METTRE FIN À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE ET AUX PRATIQUES NÉFASTES

GARANTIR LE DROIT ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DANS LES CONTEXTES FRAGILES ET LES SITUATIONS DE CRISE HUMANITAIRE

MOBILISER D'AVANTAGE DE RESSOURCES FINANCIÈRES

IV : Une voix pour chacun

Le Sommet de Nairobi a servi de transition entre les personnes qui ont dirigé le Programme d'action de la CIPD pendant 25 ans et les personnes qui en prendront les rênes jusqu'en 2030, une période qui inclura la Décennie d'action relative aux ODD et la concrétisation des promesses de la CIPD.

À chaque fois que l'occasion s'est présentée, le Sommet a mis à l'honneur les défenseurs de la CIPD, les jeunes, les communautés marginalisées et les visionnaires qui se battent pour chaque élément du programme. Le mouvement mondial en faveur des services de santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction s'est enrichi et s'est diversifié grâce aux engagements pris par des gouvernements, des jeunes, des organisations de femmes, des entreprises, des membres de familles royales, des réfugiés, des organisations locales, des sportifs, des organisations confessionnelles, des communautés de personnes LGBTQI et des organismes des Nations Unies.

Plus de 8 300 personnes venant de 172 pays et territoires différents ont participé et débattu au Sommet, et ont célébré les engagements pris.



En répondant à l'appel visant à assurer des droits et des choix pour tous, ils ont pris des engagements, présenté des programmes innovants, écouté, discuté et débattu. Ils ont été enthousiasmés par des histoires pleines d'espoir et de réussite, et attristés en entendant les histoires de personnes qui souffrent en silence.



Thamsanqa Sibandze, connu sous le nom de KrTC of Hip Hop, artiste de hip-hop et slameur originaire d'Eswatini, lors du débat *Revolution is Inclusion: Sports and Empowerment* (« La révolution est l'inclusion : sport et autonomisation »).



Sous tous ses aspects, le Sommet a soutenu les droits des personnes ayant des capacités différentes. Certaines personnes ont même déclaré qu'il s'agissait de l'événement de cette nature le plus inclusif qu'il existe.

« Le droit des femmes et des filles aux soins de santé dont elles ont besoin et leur **droit à l'intégrité corporelle ne sont pas négociables.** Nous ne pouvons pas parler d'investissements et de services sans nous assurer que les principes des droits fondamentaux en sont la force directrice. »

—Gabriela Cuevas Barron
Présidente de l'Union interparlementaire

PARLEMENTAIRES

Plus de 200 parlementaires, venus de plus de 100 pays et de tous les horizons politiques, ont participé au Sommet. Leur engagement commun était le suivant : améliorer la santé et les droits des femmes et des filles partout dans le monde.

Les parlementaires ont souligné le fait que la santé et les droits transcendent les différences politiques.





M^{me} Margaret Kenyatta, première dame du Kenya, a prononcé le discours inaugural de la session *When Women Lead*.

WHEN WOMEN LEAD (« LORSQUE LES FEMMES DIRIGENT »)

Des membres de familles royales, des premières dames, des ministres, des parlementaires, des femmes d'ascendance africaine, des femmes autochtones, des jeunes leaders, des féministes, des militantes, des leaders du secteur privé, des mannequins, des universitaires et des défenseuses ont participé à cet échange de haut niveau entre femmes. M^{me} Margaret Kenyatta, première dame du Kenya, a prononcé le discours inaugural.

Elle a vivement encouragé les femmes à « faire front commun pour s'engager à respecter les engagements de la CIPD en matière de réduction des décès maternels d'ici à 2030 et à trouver des solutions durables en faveur d'un monde inclusif et plus égalitaire ».

« Ces sept dernières années, j'ai appris que le changement requiert plus qu'une simple rencontre d'esprits brillants. Il faut être audacieux, innovants, humbles et capables de remettre en question le statu quo avec un œil critique. En bref, il faut s'écarter de la routine et oser faire les choses différemment. »

—M^{me} Margaret Kenyatta
Première dame du Kenya



L'exposition *Fabric of Being* a mis à l'honneur le travail d'artistes et de designers africains et asiatiques renommés et a présenté des œuvres faites à la main avec plusieurs tissus et techniques : batik, indigo, crochet, khanga, etc.

ARTISTES ET TEXTILES

Avec ses couleurs vives et ses créations surprenantes, l'exposition *Fabric of Being: Textiles, gender equality and the empowerment of women* (« L'étoffe de la vie : textiles, égalité des sexes et autonomisation des femmes ») raconte comment les textiles définissent la vie des personnes – et des femmes en particulier – tout au long de leur existence et dans leur approche de la sexualité, de la fertilité, de la reproduction, des relations, de l'accouchement, de la santé, de la maladie et, inévitablement, de la mort.

ZONE PAMOJA

La zone Pamoja a procuré un espace d'interaction passionnant aux personnes souhaitant découvrir de nouvelles perspectives et expériences. Parmi les participants, plus de 1 000 jeunes et membres de petites communautés ont pu assister au Sommet grâce à des bourses mises en place par l'UNFPA. Ils ont apporté une façon de penser et des informations véritablement locales.

Les participants ont salué la création de la zone Pamoja, qui a permis d'instaurer des échanges et des conversations fluides en toute sécurité, sans jugement ni retenue. Les intervenants ont partagé leurs opinions, leurs expériences et leurs idées sans aucune hésitation.

Au total, 84 discussions brèves, d'une durée de 15 à 30 minutes, et 19 conversations communautaires ont été menées par des intervenants de 78 pays. Ces échanges ont permis d'aborder des sujets tels que l'amélioration des services de santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction, l'action humanitaire, les jeunes, la paix et la sécurité, la population et les données et les approches communautaires innovantes. Les sessions *Meet the Leaders* (« Rencontrez les leaders ») sont devenues des espaces d'échange entre les leaders de la CIPD et les participants du Sommet, dont Son Altesse Royale la Princesse héritière Mary du Danemark, la Directrice exécutive de l'UNFPA, deux sénateurs irlandais, l'Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse et l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse.

Afin d'inspirer l'ensemble des acteurs de la CIPD, de jeunes militants locaux ont proposé des solutions menées par les communautés. Ils ont montré la manière par laquelle ils

Les discussions se sont déroulées sans encombre dans la zone Pamoja, un espace dédié au partage et à l'identification des différentes étapes pour accélérer la mise en œuvre des engagements de la CIPD sur le terrain. Toutes les idées ont été bien accueillies et écoutées sans retenue.

mettent en place des endroits pour parler de sexe, de sexualité et de genre, notamment en faisant participer des chefs traditionnels, des organisations religieuses, des hommes et des garçons. L'égalité des sexes et la diversité des identités de genre sont des sujets qui sont particulièrement ressortis de plusieurs discussions lors desquelles les participants ont déconstruit les normes sociales et les valeurs patriarcales.

L'éducation complète à la sexualité a également été abordée à de nombreuses reprises. Des débats ont eu lieu sur la manière de l'intégrer aux programmes scolaires et de renforcer la capacité des professeurs et des prestataires de services à l'enseigner. Des conversations ont été menées en toute franchise autour de sujets généralement considérés comme sensibles ou tabous, tels que l'accès à des avortements sans risque, la gestion de l'hygiène menstruelle et la sexualité des personnes handicapées.



Le rôle joué par les nouvelles technologies lorsqu'il s'agit d'aborder plus ouvertement le sexe, la sexualité, les relations et le genre a également suscité de nombreuses discussions. Les intervenants ont présenté des innovations de pointe en matière de données et ont évoqué la nécessité de protéger la vie privée des populations marginalisées, mais également de les intégrer pleinement. Des échanges animés se sont tenus au sujet de l'utilisation des technologies de géolocalisation pour mieux cibler les investissements de développement et ont permis d'examiner comment l'intégration de différents ensembles de données tels que les recensements géolocalisés, les enquêtes auprès des ménages et l'imagerie satellite peut révéler des inégalités à l'échelle infranationale et aider à localiser les personnes généralement absentes des collectes de données.

Dans le cadre de la zone Pamoja, l'organisation Human Library a invité plus de 30 intervenants possédant des expériences et des compétences diverses afin d'inspirer les participants et de créer de nouveaux liens dans un contexte plus informel. Parmi les invités figuraient des acteurs et des artistes luttant pour l'égalité des sexes, l'inclusion des personnes LGBTQI et l'accès à une éducation complète à la sexualité, des responsables

de groupes de jeunes soutenant les innovations environnementales et les droits des réfugiés et des chercheurs en pleine élaboration de nouvelles méthodes de suivi des progrès en faveur des engagements pris lors de la CIPD.



La zone Pamoja a accueilli 84 discussions brèves et 19 conversations communautaires menées par des intervenants de 78 pays. La majorité d'entre eux avaient moins de 35 ans.



UN ESPACE SÛR POUR TOUS

Afin de faire du Sommet un espace sûr pour tous, il a été demandé aux participants de respecter le code de conduite visant à prévenir le harcèlement, y compris sexuel. Une équipe de 30 personnes de confiance et un système simplifié de signalement des incidents ont ainsi garanti une protection complète. Le Centre international de conférence Kenyatta est devenu un territoire international des Nations Unies pendant toute la durée du Sommet et a été placé sous la protection du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, qui a également reçu l'aide des autorités locales et nationales.

FESTIVAL DU FILM *FAMILY OF WOMAN*

Le festival du film *Family of Woman* (« La famille de la femme ») a présenté 11 longs et courts métrages documentaires et dramatiques liés aux thèmes de la CIPD, et organisé des débats interactifs avec des réalisateurs, des artistes et des musiciens primés. La projection du film *A Girl from Mogadishu*, long métrage dramatique de la réalisatrice irlandaise Mary McGuckian relatant l'histoire d'Ibrah Ahmed, une militante contre les mutilations génitales féminines, qui se déroule en Somalie, a été l'un des temps forts de l'événement. Le film a remporté de nombreuses récompenses.

« Le film *A Girl from Mogadishu* s'inspire de ma vie, mais il raconte également l'histoire des femmes et des filles, au nombre de 200 millions dans le monde entier, qui ont souffert des conséquences des mutilations génitales féminines, a raconté Ibrah Ahmed au public. Même si le film est destiné à attirer l'attention sur la barbarie et l'ampleur de cette pratique, il a également pour ambition de donner aux jeunes femmes et aux filles le courage de se lever et de s'exprimer ! »

Les films *La Jeune Fille et son aigle* (Mongolie), *Standing On Their Shoulders* (Afrique du Sud), *Pili* (Tanzanie), *Saving Face* (Pakistan), qui a été récompensé aux Oscars, et *The Cave* (Syrie), tous aussi captivants les uns que les autres, ont également été projetés à cette occasion. Leur projection a été entrecoupée de moments d'interaction avec des artistes émergents, des conteurs, des poètes et des artistes visuels.



Scène du film primé *A Girl from Mogadishu*, qui a attiré l'attention sur le fléau des mutilations génitales féminines.

SOIRÉE DE REMISES DE PRIX

Une cérémonie de remise de prix et une réception, organisées par l'UNFPA, ont mis à l'honneur les contributions en faveur de la réalisation du Programme d'action de la CIPD et des droits et des choix pour tous. Sa Majesté la Reine mère du Bhoutan Gyalum Sangay Choden Wangchuck (à gauche) regarde la Directrice exécutive de l'UNFPA, le D^r Natalia Kanem (au centre), récompenser Rebeca Gyumi, Directrice exécutive de l'initiative Msichana.



V : Appel mondial à l'action

Le Sommet de Nairobi sur la CIPD25, intitulé « Accélérer les promesses », s'est achevé comme il a débuté : avec un engagement et un enthousiasme renouvelés ! Les participants étaient tous revigorés et partageaient un même sentiment de réussite et de but atteint après trois jours de discussions, de débats, de consensus, d'engagements, de nouvelles amitiés et de réseaux renforcés.

Lors de la cérémonie de clôture, il n'a fait aucun doute que les trois objectifs définis au début de la CIPD25 avaient été atteints. En réalité, le processus de préparation du Sommet et l'événement en question ont dépassé toutes les attentes. Personne n'aurait pu imaginer qu'autant de personnes participeraient et s'engageraient, que les parties prenantes impliquées seraient aussi variées, qu'autant d'engagements seraient pris, que

l'adhésion politique et financière attendue serait atteinte et que de nouvelles façons de remplir les promesses de la CIPD seraient explorées. C'était une façon plus qu'appropriée de lancer la Décennie d'action des Nations Unies, dont le but est de réaliser les ODD.

Le Sommet a plus que jamais permis de montrer que l'objectif des « trois zéros » est désormais

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR DU SOMMET

- **Les trois zéros** (zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale et zéro violence basée sur le genre ou pratique néfaste) **sont les pierres angulaires de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.**
- L'accès universel aux **services de santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction** est un aspect essentiel de la **couverture sanitaire universelle** et de la réalisation des ODD.
- Nous connaissons le **coût** de la réalisation des trois zéros, mais nous savons aussi **qu'il sera bien plus élevé, au niveau financier comme au niveau humain, si aucune mesure n'est prise.**

« J'ai participé à de nombreuses conférences et, si le nombre de participants est un indicateur de succès, celle-ci bat tous les records ! C'est la première fois que je vois plus de personnes à une cérémonie de clôture qu'à une cérémonie d'ouverture. »

— D^r William Samoei Ruto
Vice-président de la République du Kenya



considéré par tous comme l'un des principaux moyens de remplir les promesses de la CIPD. Des acteurs divers et variés peuvent s'asseoir à une même table avec une même mission : débattre, résoudre les problèmes rencontrés et promouvoir les services de santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction parmi les différentes populations et cultures. Il est possible d'obtenir des engagements volontaires qui soient réellement assumés, réalisables et atteignables. Un plan d'action international peut être mis en œuvre par l'intermédiaire d'engagements concrets, volontaires, publics et privés, mondiaux, nationaux, locaux et individuels.

Il est également évident qu'une transition intergénérationnelle a débuté. Des villages ruraux aux conférences mondiales, les jeunes disposent des

moyens de changer les choses et ils sont prêts à le faire. En venant aussi nombreux des quatre coins du monde et en apportant leur sagesse et leur énergie aux échanges et aux débats, ils ont prouvé qu'ils étaient assez préparés pour reprendre le flambeau jusqu'en 2030. En outre, les services de santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction doivent figurer au premier plan des ODD ces dix prochaines années. Étant donné que les sessions du Sommet abordaient les 17 ODD, les participants ont pu remarquer à plusieurs reprises que la réalisation de ces objectifs ne serait pas possible sans la CIPD.

En hommage aux droits et aux choix pour tous, l'artiste marocain Ahmed Chawki a composé et chanté sa nouvelle chanson sur la CIPD lors de la clôture du Sommet. Sa performance a été un vrai succès et les participants se sont même levés

- Il est **impératif, possible et urgent** de mettre fin à la violence basée sur le genre et aux pratiques néfastes.
- L'investissement dans le capital humain et l'exploitation de la **diversité démographique favoriseront la croissance économique**, permettront d'atteindre un développement durable et seront essentiels pour garantir une justice économique, sociale et environnementale.
- L'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive, y compris dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire, reste une priorité et montre la **voie vers la paix et le développement**.
- Pour réaliser le Programme d'action de la CIPD, nous devons **transformer nos sociétés**.

pour danser. Il a charmé le public en racontant son histoire, dont il ressort triomphant, et a salué le courage et le soutien de sa mère, qui l'a élevé seule.

La célèbre chanteuse nigériane d'afropop Yemi Alade, surnommée la « femme de fer », est également montée sur scène. Son message était le suivant : « Investir en faveur des femmes et des filles signifie investir dans la nation ».

Les trois coorganisateur du Sommet – le gouvernement du Danemark, le gouvernement du Kenya et l'UNFPA – l'ont clôturé en exhortant le public enthousiasmé à respecter leurs engagements, à prendre des mesures concrètes et à remplir les promesses de la CIPD.

M^{me} Karen Ellemann, députée du Parti libéral du Danemark et présidente du groupe parlementaire multipartite pour les droits en matière de sexualité et de reproduction, a déclaré : « Le Sommet de Nairobi a clairement montré que la quasi-totalité des pays souhaite accélérer les promesses faites au Caire, et que la quasi-totalité des parties prenantes veut faire sa part pour concrétiser le Programme d'action de la CIPD. »



La célèbre chanteuse d'afropop Yemi Alade a surpris tout le monde lorsqu'elle est montée sur scène. Le public s'est joint à elle pour chanter « CIPD, CIPD, CIPD » tous en chœur.



Le célèbre chanteur et compositeur marocain Ahmed Chawki a lancé un message d'espoir et de solidarité avec sa chanson *Together We Rise* (« Ensemble, nous nous levons »).

- **Les femmes d'influence** font évoluer le statu quo et **protègent et améliorent les droits durement gagnés** ; les hommes et les garçons doivent également s'impliquer.
- Un leadership politique et communautaire est nécessaire pour lutter contre les inégalités relatives à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, **rendre visible ce qui est « invisible » et mettre un terme à la stigmatisation et à la discrimination**.

- Une **participation et un leadership pertinents de la part des jeunes** optimisent les capacités de tous et mènent à la prospérité et à la paix.
- L'innovation, la technologie, la créativité, les données et les prises de parole vont également **amplifier les résultats** et les progrès en faveur des promesses faites au Caire.

- **Les mouvements se sont développés et les partenariats se sont renforcés** avec les gouvernements, les organes régionaux, les organisations internationales, la société civile, les organisations communautaires de groupes marginalisés et de personnes handicapées, le secteur privé, les universités, les philanthropes, les militants, les célébrités et les artistes.

NOUS SOMMES PRÊTS À ACCÉLÉRER LES PROMESSES !

Des participants appartenant à des gouvernements, à la société civile, à des universités, au secteur privé, à des groupes de jeunes, au secteur humanitaire ainsi qu'aux Nations Unies ont partagé leurs réflexions profondes sur le Sommet.

« Des investissements accrus en faveur de la santé et de l'enseignement secondaire pour les femmes et les filles pourraient grandement contribuer aux objectifs essentiels qui visent à mettre un terme aux décès maternels évitables, aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale et à la violence basée sur le genre. »

—Christopher Murray

Institut de mesure et d'évaluation de la santé

« Je vous remercie de ne pas laisser les filles comme moi de côté. Nous sommes la génération née après la Conférence du Caire et nous sommes prêts à accélérer les promesses. Le Sommet a confirmé ma conviction selon laquelle les nations ont le pouvoir de s'occuper de l'ensemble des humains. »

—Priscilla Nyamal

Réfugiée du Soudan du Sud et membre du Parlement de la jeunesse au sein du camp de réfugiés de Kakuma (Kenya)

« La santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction sont des concepts profitables à tous... Si vous voulez efficacement remédier à ces problèmes, vous devez impliquer les groupes confessionnels. Démantelez les théologies erronées, mettez en avant les recherches qui prouvent l'efficacité des travaux de la justice de genre ainsi que des exemples positifs, aussi bien au niveau de la gouvernance qu'au niveau local, donnez aux femmes les moyens d'être des leaders et, surtout, créez des lieux sûrs où vous pourrez entamer et poursuivre des conversations difficiles. »

—D^r Antje Jackelén

Archevêque de l'Église suédoise

« Le temps fort de ce Sommet a été l'engagement de mon Président à garantir un accès à l'éducation aux filles qui, comme moi, s'inquiètent de ne pas pouvoir en bénéficier. Il s'est également engagé à ce que nous soyons protégées contre les pratiques néfastes, telles que les [mutilations génitales féminines] et les mariages précoces. J'aurai 39 ans lors de la prochaine conférence, la CIPD50, et je ferai de mon mieux pour accélérer les promesses. J'appelle également les parties prenantes présentes aujourd'hui à investir dans le secteur du sport et dans des espaces sûrs pour toutes les filles qui, comme moi, n'ont pas eu une vie facile. »

—Stacey Akinyi

14 ans, ambassadrice des activités sportives au bidonville de Kibera (Kenya)

Stacey Akinyi a salué l'engagement de sa Présidente lors de sa dernière prise de parole. Derrière elle, de gauche à droite : M^{me} Priscilla Nyamal, D^r Antje Jackelén, M^{me} Lindiwe Zulu, ministre sud-africaine, D^r Sheikh Hassan Kinyua Omari, M. Chris Murray, M^{me} Lantonirina Rakotomalala, M^{me} Naisola Likimani et M^{me} Haifa Sdiri.



DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION

Les ambitions du Sommet de Nairobi étaient très élevées. Il ne pouvait pas en être autrement alors que nous entrons dans la Décennie d'action, qui vise à réaliser les ODD d'ici à 2030. Beaucoup reste encore à faire pour atteindre les objectifs relatifs à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction. Nous devons combler les lacunes financières. Nous devons mettre fin aux inégalités. Alors que les participants étaient appelés à transformer leurs discours en engagements réalisables, le Sommet de Nairobi a reçu plus de 1 300 promesses d'action volontaires.

Il s'agit d'un moment plein d'espoir et de dynamisme, que nous devons saisir et faire durer. Tout le monde doit participer à l'accélération des promesses et en être tenu responsable.

Les individus peuvent demander à connaître et revendiquer leurs droits et faire leurs propres choix, tout en mettant tout en œuvre pour protéger les droits et les choix des autres.

Les communautés et les groupes locaux peuvent soutenir les différents groupes qui s'engagent à réaliser le Programme d'action de la CIPD par l'intermédiaire d'échanges intersectoriels et intergénérationnels continus et d'interventions à tous les niveaux, et en reconnaissant la place centrale qu'occupent les jeunes en tant que nouveaux leaders.

Les nations doivent rendre des comptes à leurs citoyens et à d'autres pays, fournir des ressources nationales et internationales suffisantes, établir des politiques publiques allant dans le sens des trois zéros, édicter des lois conformes aux droits fondamentaux et partager leurs acquis en matière d'accélération des progrès.

Les régions peuvent travailler au-delà des frontières afin d'encourager la solidarité et la concertation en matière de réalisation du Programme d'action de la CIPD dans son intégralité.

Les partenaires du secteur privé doivent aligner leurs actions, produits, messages, pratiques et investissements sur le Programme d'action de la CIPD et les ODD.

TROIS ACTIONS ESSENTIELLES

Parmi les nombreuses actions qui suivront le Sommet de Nairobi, trois sont particulièrement nécessaires pour garantir l'avancée des progrès. La première consiste à budgétiser et à mettre en œuvre les engagements du Sommet. La deuxième consiste à encourager les gouvernements et les partenaires à établir volontairement des rapports sur leurs progrès, en utilisant notamment les examens nationaux volontaires comme outil de suivi principal des ODD ainsi que l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Enfin, la troisième consiste à faire suivre l'avancement des 12 engagements internationaux de la Déclaration de Nairobi par plusieurs parties prenantes. Une Commission de haut niveau sera créée afin d'assurer la supervision des prochaines étapes.

Nos actions communes nous permettront d'atteindre l'objectif zéro, garantissant ainsi des droits et des choix pour toutes les filles et les femmes, tous les garçons et les hommes, partout dans le monde. Nous tiendrons nos promesses.

« NOUS CONTINUONS D'AVANCER.
Nous ne **RECULERONS JAMAIS.**
Nous sommes en pleine
course, ET NOUS EN SORTIRONS
VAINQUEURS. »

—D^r Natalia Kanem
Directrice exécutive de l'UNFPA



Annexe 1 : Déclaration de Nairobi sur la CIPD25 : Accélérer les promesses

Vous trouverez ci-dessous la version finale de la Déclaration de Nairobi, formulée après six mois de consultations mondiales menées par le Comité directeur international sur la CIPD25, auxquelles ont participé des centaines d'organisations et des milliers de personnes. La Déclaration de Nairobi définit un cadre mondial pour la formulation des engagements des gouvernements et des partenaires. En raison de son caractère non contraignant, les pays et les autres parties prenantes peuvent décider de soutenir la Déclaration dans son entièreté, en partie ou de ne pas la soutenir du tout. Le fait de soutenir la Déclaration ne porte en aucun cas atteinte à la souveraineté nationale.

Introduction

Il y a 25 ans, en 1994, 179 pays avaient adopté un Programme d'action emblématique à l'occasion de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), qui s'est tenue au Caire, en Égypte. Ce Programme d'action a permis de changer la façon d'aborder les liens entre la population, la réduction de la pauvreté et le développement durable en plaçant les droits, les besoins et les aspirations de chaque être humain au centre du développement durable. Les 179 pays ont promis de s'efforcer de concrétiser un accès universel à la santé sexuelle et reproductive pour tous avant 2015, pour atteindre un taux de mortalité infantile inférieur à 35 pour 1 000 naissances vivantes et un taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans inférieur à 45 pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2015, ainsi qu'une réduction de 75 % du taux de mortalité maternelle d'ici à 2015ⁱ. En 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a prolongé cette promesse au-delà du cadre temporel de 20 ans défini dans le Programme d'action de la CIPD pour « atteindre intégralement ses buts et objectifs »ⁱⁱ. En 2014, la Commission de la population et du développement des Nations Unies a pris note des documents finaux des conférences régionales sur la population et le développement, indiquant que chaque résultat fournit des directives spécifiques aux régions sur la population et le développement au-delà de 2014 pour chaque région ayant adopté un document final donnéⁱⁱⁱ. En 2015, la communauté internationale a réaffirmé son engagement à placer « la population, la planète et la prospérité » au

centre du développement durable et à ne laisser personne de côté lors de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). Le 1^{er} avril 2019, lors de la 52^e session de la Commission sur la population et le développement, les États membres des Nations Unies ont adopté une déclaration réaffirmant l'importance du Programme d'action de la CIPD pour orienter, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les politiques et programmes liés à la population et au développement. Ils se sont également engagés à prendre de nouvelles mesures pour assurer sa « mise en œuvre intégrale, effective et accélérée »^{iv}.

L'avenir du développement durable est directement lié à la réalisation des aspirations des adolescents et des jeunes. En donnant plus de pouvoir au 1,8 milliard de jeunes de la planète et en affirmant leur potentiel de contribution au progrès économique et social, il sera possible de concrétiser la vision et les promesses du Programme d'action de la CIPD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La réalisation des objectifs d'un développement durable, juste et inclusif doit reposer sur des actions qui répondent aux besoins et aux aspirations de tous. En conséquence, les gouvernements qui ont adhéré au Programme d'action de la CIPD il y a 25 ans et ont affirmé leur engagement lors des

forums et examens intergouvernementaux qui ont suivi doivent continuer à investir dans sa mise en œuvre intégrale et à appuyer des actions concrètes à cet effet, dans le contexte général du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En outre, pour s'acquitter des tâches inachevées du Programme d'action de la CIPD et permettre de garantir et de respecter les droits fondamentaux dans le monde entier, il est nécessaire et crucial de renforcer les organisations et les mouvements de la société civile qui ont défendu ce programme et œuvré pour sa mise en œuvre. Cela signifie que ces organisations, mouvements, institutions et individus doivent pouvoir travailler librement dans un environnement sûr, ce qui sous-entend également la protection active des défenseurs de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction^v et des défenseurs des droits fondamentaux.

La voie à suivre

Nous, représentant toutes les nations, tous les peuples et tous les segments de nos sociétés^{vi}, nous sommes réunis au Sommet de Nairobi sur la CIPD25 du 12 au 14 novembre 2019 au Kenya pour présenter nos propres engagements ambitieux et nos actions concrètes et novatrices qui accéléreront la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD, sans laisser personne de côté et en garantissant les droits et les choix de tous.

Malgré les progrès remarquables accomplis au cours de ces 25 dernières années, les promesses du Programme d'action de la CIPD restent une réalité abstraite pour des millions de personnes dans le monde entier. L'accès universel à l'ensemble des informations et des services de santé sexuelle et reproductive pour tous, tel que défini dans le

Programme d'action de la CIPD et dans les actions-clés pour la poursuite de sa mise en œuvre^{vii}, n'a pas été obtenu. Nous reconnaissons que si nous n'achevons pas la réalisation des travaux du Programme d'action de la CIPD et si nous ne réalisons pas les investissements nécessaires – dont la pertinence est fondée sur des preuves – pour la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction pour tous, pour l'autonomisation des jeunes filles et des femmes et pour l'égalité des sexes, il sera difficile, voire impossible, d'atteindre les ODD d'ici à 2030.

À bien des égards, notre monde a profondément changé au cours de ces 25 dernières années et de nombreux nouveaux problèmes influent sur le domaine de la population et du développement : changement climatique, accroissement des inégalités et des exclusions au sein des pays et entre eux, migration, explosion démographique de la jeunesse, perspectives de dividendes démographiques, diversité démographique croissante, etc.

Afin d'accomplir la promesse du Programme d'action de la CIPD – c'est-à-dire garantir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive, l'autonomisation des jeunes filles et des femmes ainsi que l'égalité des sexes sans laisser personne de côté, en particulier les jeunes, qui sont des leaders et des acteurs d'un changement positif et qui vont mener à bien le Programme d'action de la CIPD et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – il faut mettre en place de nouveaux partenariats innovants et stratégiques, notamment avec et entre les jeunes, les organisations de la société civile, les communautés locales et le secteur privé et tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire entre les pays.

Par conséquent, en reconnaissant nos différentes capacités et responsabilités, la voie à suivre consiste à nous concentrer sur les actions, exprimées dans des engagements spécifiques, qui accéléreront les promesses du Programme d'action de la CIPD, les actions-clés pour la poursuite de sa mise en œuvre, ses résultats et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte :

1. Nous intensifierons nos efforts pour la mise en œuvre et le financement complets, efficaces et accélérés du Programme d'action de la CIPD, des actions-clés pour la poursuite de sa mise en œuvre, de ses résultats et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Parvenir à un accès universel aux soins de santé sexuelle et reproductive dans le cadre d'une couverture sanitaire universelle^{viii}, en nous engageant à atteindre :

2. Zéro besoin non satisfait en matière d'accès aux informations et aux services de planification familiale^{ix} et une disponibilité universelle de moyens de contraception modernes de qualité, accessibles, abordables et sans risque^x.

3. Zéro décès maternel évitable^{xi} et un taux de mortalité maternelle de zéro, y compris pour les décès provoqués par les fistules obstétricales, en intégrant notamment un ensemble complet d'interventions relatives à la santé sexuelle et reproductive^{xii} (accès à des avortements sans risque conformément à la loi, mesures pour prévenir et éviter les avortements risqués et pour garantir des soins post-avortement^{xiii}, etc.) dans le cadre des stratégies, politiques et programmes nationaux relatifs à la couverture sanitaire universelle. Il s'agit également de protéger et de garantir le droit de tous à l'intégrité physique, à l'autonomie et aux droits reproductifs et de fournir un accès aux services essentiels à l'appui de ce droit.

4. L'accès des adolescents et des jeunes, en particulier des filles, à des informations complètes et adaptées à leur âge, à une éducation et à des services complets, de qualité, rapides et adaptés aux adolescents^{xiv} afin de leur permettre de choisir librement et en connaissance de cause leur sexualité et leur vie reproductive, de se protéger de manière adéquate des grossesses non désirées, de

toutes les formes de violence basée sur le genre et sexuelle, des infections sexuellement transmissibles, notamment du VIH/sida, et d'être en mesure de réussir une transition vers l'âge adulte en toute sécurité.

Lutter contre la violence basée sur le genre et sexuelle^v et les pratiques néfastes, telles que les mariages d'enfants et forcés et les mutilations génitales féminines, en nous engageant à atteindre :

5. (a) Zéro violence basée sur le genre et pratique néfaste, y compris zéro mariage d'enfant, précoce et forcé^{xvi, xvii}, ainsi que zéro mutilation génitale féminine^{xviii}.

(b) L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles^{xix} afin de réaliser le plein potentiel socioéconomique de tous les individus.

Mobiliser les sources de financement requises afin de finaliser le Programme d'action de la CIPD et de maintenir les progrès déjà réalisés :

6. En utilisant les processus budgétaires nationaux, y compris la budgétisation et les audits sexospécifiques, en augmentant le financement national et en explorant de nouvelles structures et de nouveaux instruments de financement innovants et participatifs pour assurer la mise en œuvre intégrale, effective et accélérée du Programme d'action de la CIPD.

7. En renforçant le financement international pour la mise en œuvre complète, effective et accélérée du Programme d'action de la CIPD afin de compléter et promouvoir le financement national, en particulier les programmes relatifs à la santé sexuelle et reproductive, et d'autres mesures et interventions qui soutiennent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

S'appuyer sur la diversité démographique pour stimuler la croissance économique et parvenir au développement durable :

8. En investissant dans l'éducation, la création d'emplois et la santé des adolescents et des jeunes, y compris la planification familiale et les services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes, notamment les filles, afin d'exploiter toutes les promesses du dividende démographique^{xx}.
9. En édifiant des sociétés paisibles, justes et inclusives, sans laissés pour compte, dans lesquelles toutes les personnes, indépendamment de leur appartenance, couleur de peau, religion, sexe, âge, handicap, langue, origine ethnique^{xxi}, orientation sexuelle et expression ou identité de genre, se sentent valorisées et capables de façonner leur propre avenir et de contribuer à la société.
10. En fournissant des données de qualité et ventilées en temps opportun, qui garantissent le respect de la vie privée des citoyens et incluent les jeunes adolescents^{xxii}, en investissant dans les innovations numériques en matière de santé, comme les mégadonnées, et en améliorant les systèmes de données pour étayer les politiques visant à atteindre un développement durable.
11. En s'engageant en faveur de l'idée que rien ne peut être discuté et décidé sur la santé et le bien-être des jeunes sans leur implication et leur participation véritables (« nous voulons participer à tout ce qui nous concerne »).

Défendre le droit aux services de santé sexuelle et reproductive dans les contextes fragiles et les situations de crise humanitaire :

12. En s'assurant que les besoins et droits fondamentaux des populations touchées, en particulier ceux des filles et des femmes, sont traités comme des composantes essentielles des réponses aux crises humanitaires et

environnementales, ainsi que dans les contextes de reconstruction fragiles et d'après-crise, en offrant un accès à toute la gamme de services, d'informations et d'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès à l'avortement sans risque conformément à la loi et aux soins post-avortement, afin de réduire considérablement la mortalité et la morbidité maternelles, la violence basée sur le genre et sexuelle et les grossesses non désirées dans ces conditions.

Le suivi

Toutes les parties prenantes, présentes ou non au Sommet de Nairobi sur la CIPD25, qui ont pris des engagements concrets pour garantir la mise en œuvre complète, effective et accélérée du Programme d'action de la CIPD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont fortement encouragées à faire état de leurs progrès concernant la réalisation desdits engagements de façon transparente et/ou dans des forums publics adéquats.

Les États membres des Nations Unies sont fortement encouragés à utiliser le système de communication de l'information pour le Programme d'action de la CIPD et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 - c'est-à-dire la Commission de la population et du développement, les mécanismes régionaux d'examen périodique et le Forum politique de haut niveau - afin de faire le bilan et d'assurer le suivi des engagements nationaux annoncés au Sommet de Nairobi. Les engagements spécifiques aux entités des Nations Unies devraient être pris dans le cadre de leurs organes directeurs respectifs. Nous recommandons que l'UNFPA rende régulièrement compte des progrès accomplis dans la réalisation des engagements internationaux susmentionnés.

- i Paragr. 7.6, 8.16 et 8.21 du Programme d'action de la CIPD.
- ii Résolution 65/234 de l'Assemblée générale, paragr. 2, du 22 décembre 2010.
- iii Paragr. 17 de la résolution 2014/1 de la Commission de la population et du développement des Nations Unies (Évaluation de l'avancée de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement).
- iv Déclaration politique adoptée lors de la 52^e session de la Commission de la population et du développement des Nations Unies (1^{er}-4 avril 2019).
- v Le terme « santé et droits en matière de sexualité et de reproduction » est utilisé dans le plan stratégique de l'UNFPA pour la période 2018-2021, paragr. 23 et 31, et a été approuvé par la décision 2017/23 du Conseil d'administration du PNUD/UNFPA/UNOPS le 11 septembre 2017.
- vi Conformément au paragr. 4 de la résolution 70/1 de l'Assemblée générale sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée le 25 septembre 2015.
- vii Conformément aux paragr. 7.2, 7.3, 7.6 et 8.25 du Programme d'action de la CIPD (septembre 1994) et au paragr. 63 des actions-clés pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD (juillet 1999).
- viii Y compris en référence aux paragr. 68 et 69 de la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, adoptée par les États membres des Nations Unies le 23 septembre 2019.
- ix Cet engagement diffère du concept de « besoin non satisfait en matière de planification familiale », qui met en évidence l'écart entre les intentions des femmes en matière de reproduction et leur utilisation des moyens de contraception.
- x L'élimination des besoins non satisfaits en matière d'accès aux informations et aux services de planification familiale est un indicateur important de la réalisation de l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive, comme indiqué dans les cibles 3.7 et 5.6 des ODD.
- xi L'élimination des décès maternels est un indicateur important de la réalisation de l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction, comme indiqué dans les cibles 3.7 et 5.6 des ODD.
- xii Au minimum, conformément aux paragr. 7.2, 7.3 et 7.6 du Programme d'action de la CIPD et au paragr. 53 des actions-clés pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD. Cet ensemble d'interventions peut être guidé par la définition élargie des interventions liées à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction qui est proposée dans le rapport de la Commission Guttmacher-Lancet sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction (mai 2018).
- xiii Conformément au paragr. 8.25 du Programme d'action de la CIPD et au paragr. 63 des actions-clés pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD.
- xiv Conformément aux orientations techniques internationales (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>).
- xv Cible 5.2 des ODD.
- xvi Cible 5.3 des ODD.
- xvii Les unions (maritales) d'enfants *de facto* devraient également être incluses.
- xviii Cible 5.3 des ODD.
- xix Cible 5.1 des ODD.
- xx Consultez la définition de « dividende démographique » à l'adresse suivante : <https://www.unfpa.org/fr/le-dividende-d%C3%A9mographique>.
- xxi Y compris les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine.
- xxii 10-14 ans.

L'UNFPA remercie toutes les personnes qui ont permis d'organiser le Sommet de Nairobi.

Organisateurs : gouvernements du Kenya et du Danemark, qui nous ont inspirés par leur leadership.

Équipes de gouvernance : nous exprimons toute notre reconnaissance envers le Comité directeur international, le Comité international du programme ainsi que leurs groupes de travail thématiques et sous-comités.

Personnel de l'UNFPA : bureaux locaux, régionaux et mondiaux.

Coorganisateur : Centre international de conférence Kenyatta, consortium Media Edge, Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, Bureaux des Nations Unies à Nairobi et à Genève et Service du protocole et de la liaison des Nations Unies.

Gouvernements parrains : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Kenya, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Suède et Suisse.

Secteur privé et autres partenaires : Bayer, Beifang International Education Group, Fondation Ford, General Electric, Global Citizen, Kenya Airways, Philips, Plan International, groupe Prada, Special Olympics, Bureau des Nations Unies pour les partenariats, Women Deliver et Alliance africaine universelle des unions chrétiennes de jeunes gens.

Nous remercions tout particulièrement l'ensemble des présidents, des experts, des intervenants et des participants des sessions.



ICPD25

International Conference on
Population and Development





Fonds des Nations Unies pour la population

605 Third Avenue
New York, NY 10158

www.unfpa.org

 [@unfpa](https://twitter.com/unfpa)

